



Régulation économique et sociale et libéralisme mondial dans l'Angleterre de la première moitié du XIXe siècle : les corn laws en débat

Alain Clément

► To cite this version:

Alain Clément. Régulation économique et sociale et libéralisme mondial dans l'Angleterre de la première moitié du XIXe siècle : les corn laws en débat. Cahiers économiques de Bruxelles, 2005, Vol. 47 (N° 2), pp.215-248. halshs-00138310

HAL Id: halshs-00138310

<https://shs.hal.science/halshs-00138310>

Submitted on 6 Apr 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CLÉMENT, Alain (paru 2005). *Cahiers économiques de Bruxelles*. Vol. 47 N° 2 (été 2004). « Régulation économique et sociale et libéralisme mondial dans l'Angleterre de la première moitié du XIX^e siècle : les corn laws en débat ». P. 215-248

Les *corn laws* en débat : régulation économique et sociale et libéralisme en Grande-Bretagne au cours du XIX^e siècle

Alain Clément*

Maître de conférences en sciences économiques**

Université de Tours et UMR du CNRS 5206 – Triangle

Résumé : Le débat qui a eu lieu en Angleterre dans la première moitié du XIX^e siècle à propos des *corn laws* reprend un thème fort ancien : celui de l'approvisionnement alimentaire de la nation. Le XIX^e siècle a introduit un débat national entre les économistes puis au parlement et dans les milieux industriels, et au sein de l'opinion publique, sur les avantages et les inconvénients respectifs du libre-échange et du protectionnisme agricole. Ce débat illustre également deux conceptions du marché : la première que l'on doit aux ricardiens est celle d'un marché réducteur de déséquilibres économiques et sociaux (conception mécanique) et la deuxième illustrée par Malthus est celle d'un marché contaminateur de déséquilibres économiques, politiques et sociaux. L'issue de ce débat a marqué enfin une étape décisive dans l'abandon de la thèse de l'Etat nourricier.

Abstract

The debate that took place in England in the second half of the 19th century regarding the *corn laws* reasserts an ancient and strong theme : that of the nation's food provisions. The 19th century introduced a national debate, among economists, then in parliament, in the industrial circles and in the heart of public opinion, on the respective advantages and disadvantages of free trade and protection of the farmers. This debate equally illustrates two conceptions of the market: the first attributed to the ricardians is a market reducing economic and social imbalances (mechanical model) and the second illustrated by Malthus is that of a market producing economic, political and social imbalances (biological model). The subject of this debate at last marks a decisive step in the abandonment of the thesis of the State's nurturing function.

Mots –clefs : *corn laws*, protectionnisme, libre-échange, dépendance alimentaire

Key words : corn laws, protectionism, free-trade, food dependency

* Je tiens à remercier les rapporteurs anonymes pour m'avoir fait part de leurs utiles critiques concernant une première version de cet article. Les éventuelles erreurs et omissions m'incombent bien sûr entièrement.

** clement@univ-tours.fr

Code JEL : B 12

Introduction

Dans la première moitié du XIX^e siècle, eut lieu en Grande-Bretagne, un vaste débat à propos de l'ouverture de l'agriculture au commerce mondial. Fallait-il maintenir ou supprimer les lois qui protégeaient le secteur agricole national ? La question était d'autant plus importante qu'outre-manche, comme dans d'autres pays d'Europe, existait toute une réglementation (intérieure et extérieure) relative à la politique d'approvisionnement alimentaire, d'essence médiévale, mais enrichie de lois et de règlements au fil des siècles. Première ébauche de l'Etat providence, elle correspondait à une volonté étatique d'assurer à tous un pain à bon marché (Thèse de l'Etat nourricier : Clément, 1999 ; Burnett, 1994 ; Kaplan, 1986 et 1988). Il est vrai que la question a toujours intéressé le peuple, mais le mouvement très général en faveur du libre-échange a de quoi surprendre tant est ancrée dans l'histoire de nos sociétés l'adhésion populaire aux thèses d'un Etat nourricier, où le marché est appelé à jouer un rôle de pourvoyeur de vivres dans le cadre d'une réglementation et d'un contrôle étatique plus ou moins renforcé¹.

L'exceptionnelle richesse des écrits économiques publiés autour de l'année 1815 – année capitale qui symbolisa à la fois le retour de la paix et de la stabilité politique en Europe et qui, sur le plan économique, enregistra une hausse vertigineuse des prix agricoles sur un marché britannique protégé -, et leur engagement en faveur ou contre l'abrogation des *corn laws*, consacrèrent l'entrée en force des experts économiques dans le débat politique. Le discours libéral tenu par de grands ténors de la science économique, en opposition avec les pratiques traditionnelles dans ce domaine, tenta de légitimer tant sur le plan théorique que pratique les politiques de libre-échange et l'abrogation des *corn laws*. Ces écrits et les réflexions économiques substantielles et partisans en provenance du monde politico-administratif, du monde marchand et industriel, la prégnance des débats parlementaires qui se déroulèrent entre 1815 et 1846, mais aussi la presse et le rôle inédit de nombreux groupes de pression mobilisèrent pendant près de 30 ans l'opinion publique sur un grand débat économique, un peu d'ailleurs à l'image de la nation française de 1750 dont Voltaire disait que « rassasiée de vers, de tragédies, d'opéras [...] elle se mit à raisonner sur les blés ».

La défense de l'abrogation des *corn laws* ne fit toutefois pas l'unanimité au sein même des classiques. Si le principe du marché comme mode de fixation des prix agricoles ne fut pas remis en cause, il n'en demeura pas moins que le principe d'un marché céréalier totalement ouvert, sans aucune restriction, ne fut pas unanimement accepté. Deux discours appartenant à deux traditions économiques différentes s'élaborèrent progressivement. Le premier correspondait à l'approche du marché « compensateur de déséquilibres économiques et sociaux » et le second à une approche du marché « contaminateur de déséquilibres économiques et sociaux ». Plus fondamentalement, la première approche relève d'une tradition mécanique, newtonienne du marché (Zouboulakis, 1993), alors que la seconde relève d'une tradition biologique et écologique du marché (Ménard, 1983, p. 233-247). Un autre effet collatéral mais majeur de ce débat économique et politique fut le doute jeté sur la pertinence de la fonction nourricière de l'Etat, et surtout la remise en cause de la politique sociale inédite, instaurée par les pouvoirs publics dès la fin du XVIII^e siècle avec le *Gilbert's act* (1782) et le *Speenhamland system* (1795). Plus fondamentalement le problème posé était

¹ Cf. E. Thompson (1989). En France, l'épisode physiocratique de la libéralisation du commerce des blés sous Louis XV apporte aussi une preuve évidente de l'hostilité populaire aux thèses libérales, voir, S. Kaplan (1986).

bien celui de la régulation économique et sociale par un marché mondialisé où l'Etat était pratiquement absent.

Après avoir rappelé dans un premier point les principales dispositions réglementaires qui prévalurent en matière de commerce des blés jusqu'alors, et les faits économiques majeurs qui servirent de support à une campagne en faveur de l'ouverture de l'économie britannique au marché mondial, dans un deuxième point seront retracés les termes du débat initial, première étape vers la construction d'un discours théorique en faveur de l'abrogation des *corn laws* : quel fut l'impact d'une hausse des prix agricoles sur l'activité économique et comment a-t-on pu limiter (ou fallait-il limiter) cette tendance à la hausse structurelle de ces prix ? Au-delà de ce débat, c'est la représentation même du marché dont il est question et qui sera examinée dans un troisième point : marché compensateur de déséquilibres *versus* marché contaminateur de déséquilibres. Cependant le discours économique en faveur de l'abrogation a trouvé d'importants relais dans les milieux socioprofessionnels et s'est diffusé en partie grâce à l'action de la *Manchester School*. Cette dernière fut le symbole même de l'économie libérale *vulgaire* des décennies 1820-1840, animée par des industriels, en opposition avec le monde des propriétaires fonciers. Cette légitimité du discours libéral par les milieux socioprofessionnels et politiques a permis de faire triompher l'abrogation des *corn laws*, ce qui sera retracé, en étapes successives, dans un quatrième point. L'impact de ces mesures sera évalué sur le plan social dans un dernier point. L'argument du pain à bon marché représentait un support majeur pour les partisans de l'abrogation. L'abrogation a-t-elle permis de faire l'économie de politiques sociales, même embryonnaires, car c'était bien un des enjeux de ce débat ? Qu'en fut-il réellement ?

1. Le contexte économique et réglementaire

1. 1. Les résultats quantitatifs dans le domaine agricole

La première moitié du XIX^e siècle fut marquée en Grande Bretagne par une croissance du nombre de bouches à nourrir, parallèlement à une diminution du nombre de personnes qui assuraient le ravitaillement des non agriculteurs. Cette croissance de la population², urbaine en particulier³, fut le résultat d'une migration liée à la fois à l'existence d'un trop plein dans les campagnes (en raison de la poursuite du mouvement des *enclosures* et du développement de la mécanisation), et d'un développement de l'industrialisation dans les villes. Face à cette croissance de la demande de produits alimentaires, l'agriculture nationale parvint à produire suffisamment : en effet, sur la période 1811-1830, 3% seulement de la production fut importée contre 13% sur la période suivante 1831-1850. A partir de 1850 la part importée fut substantielle et atteint 79% en 1891 (Bairoch, 1984, p. 227). Le pourcentage relativement faible des céréales importées jusqu'au milieu du siècle peut s'expliquer non seulement par les performances nationales qui furent sans aucun doute remarquables⁴ : la production agricole

² Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, la population britannique (Angleterre et Pays de Galles) a quasiment doublé : 9.2 millions en 1801, 10.2 en 1811, 12 en 1821, 13.9 en 1831, 14.9 en 1841, 17.9 en 1851, (Thirsk, 1985, vol. 6, p. 91).

³ 53% des Anglais vivaient dans les villes en 1850. Londres passa à 2 millions d'habitants à cette même date, Manchester passa de 75 000 à 303 000 habitants entre 1810 et 1851 et Liverpool de 82 000 à 376 000 habitants.

⁴ Les innovations, plus que partout ailleurs, expliquèrent les belles performances de l'agriculture nationale. Les engrais furent largement utilisés. Le drainage en profondeur se répandit à partir de 1820, la mécanisation connut un développement important dès la fin des années 1820 avec l'introduction des premières machines agricoles. Enfin les exploitations étaient d'une taille relativement importante à la différence de celles du continent. Les rendements en blé étaient très élevés, de l'ordre de 13.6 quintaux en 1800 et de 17.5 quintaux en 1850 alors que la France enregistrait des taux de seulement 8 à 11 quintaux au cours de la même période. C'est une des réponses

augmenta de fait de 225% entre 1800 et 1850, mais aussi en raison de l'adoption d'une législation très protectionniste.

1. 2. Une législation très protectionniste et coûteuse

Si les coûts de transport (100 % du prix du blé par voie maritime et plus par voie terrestre) dissuadaient l'importation, le régime des échanges extérieurs tendait aussi à la restreindre, en raison de tarifs très protectionnistes. Les droits sur les blés furent relevés à plusieurs reprises dès 1791⁵. À cette date, la libre importation n'était possible que si le *quarter* de blé enregistrait un prix de 54 *shillings* sur le marché national, contre 48 s. auparavant. Ce barème fut relevé en 1804 puisqu'il passa à 66 s. et à 80 s. en 1815. Ce niveau de prix retenu constituait en réalité une véritable interdiction d'importation (Williamson, 1990, p. 125), un quasi prix de famine, susceptible d'expliquer dès lors les vifs mécontentements qui se développèrent au sein de la classe industrielle, mais aussi chez les ouvriers concernés au premier chef par le prix du pain (Stevenson, *in* Quinault and Stevenson, 1974, p. 33-74). L'abondance des publications diffusées sur le sujet, à ce moment-là, illustra également l'impact capital de cette loi votée en 1815 sur le débat économique et sur l'opinion publique. Le barème retomba ensuite à 52 s. en 1828. À cette date on adopta un nouveau système, dit d'échelle mobile, qui remplaça l'interdiction absolue précédente d'importer quand le prix était inférieur à un certain niveau. Cette échelle constitua une certaine réduction du protectionnisme agricole. C'est en 1846 qu'on abrogea le régime de protection pour faire place progressivement à une politique de libre-échange inédite.

Une des raisons de cette politique protectionniste était de vouloir limiter et ralentir les baisses de prix agricoles qui ne manquaient pas de se produire, et d'inquiéter le monde rural, en particulier l'aristocratie foncière. La baisse des prix, en ce début de siècle, qui concernait toutes les agricultures européennes constitua une tendance de long terme. Le mouvement de baisse qui ne put pas toujours être compensé par une réduction des coûts ou par un accroissement de la production créa une situation difficile pour les exploitants agricoles. En Angleterre, le prix du blé passa de l'indice 168 en 1800 à 201 en 1810, 131 en 1820, 126 en 1831, 128 en 1840 et 100 en 1850 (Thirsk, 1985, vol. 6, p. 125). On comprend dès lors que le monde rural ait exigé du pouvoir le maintien ou le renforcement des mesures de protection. Mais compte tenu des résultats au cours de cette période, fallait-il voir là les limites et l'échec du maintien d'une politique agricole protectionniste⁶, ce qui renverrait dos à dos les partisans du libre-échange et ceux d'un renforcement de la politique douanière, ou bien son succès relatif, eu égard à la situation plus catastrophique sur le continent⁷ ? Il faut également

effectives à la baisse des prix durant cette première moitié du siècle, la seconde étant la solution politique, c'est à dire le vote au parlement d'une législation plus protectionniste, cf. D. C. Moore (1965, p. 546-547).

⁵ Avant cette période, les lois sur les blés étaient conçues pour limiter les exportations et éviter les pénuries et les spéculations à la hausse sur les prix, cf. J. Thirsk, ed. (1989, vol. 6, p. 209-213) et M. Mazoyer – L. Roudart (1997, p. 340).

⁶ Cf. *infra*, partie 5.

⁷ Sur cette question les historiens actuels s'opposent encore, S. Fairlie (1965, p. 567-569 ; 1969, p. 90-101) défend une position contraire aux analyses couramment admises, en particulier par B. Kemp (1962, p. 189-193). La première revendique une efficacité des *corn laws* à la différence de la seconde. Pour cette dernière, les lois étaient inefficaces en raison des bas prix agricoles observés au cours de cette période sur le marché britannique, l'objectif d'un *quarter* de blé à 80 s. étant loin d'être atteint. En revanche S. Fairlie démontre l'effet de ces lois sur les prix intérieurs pour un certain nombre d'années. Par exemple, sur la période 1815-1838, les baisses de prix ont été moins importantes que sur le continent. En revanche, entre 1837 et 1842, on assiste en Europe à une pénurie généralisée accompagnée de hausses de prix. Par contre, en Grande-Bretagne la production augmente au moins jusqu'en 1846 de façon continue, en raison d'une protection qui a rendu possible une extension des surfaces agricoles (pas toujours très rentables) remise en question par l'abrogation.

observer qu'outre la baisse sensible du prix des produits agricoles, mais qui fut plus forte sur le continent⁸, les salaires nominaux et réels n'ont pas pour autant observé la même tendance au cours de cette période, ce qui pourrait remettre en cause la thèse de Ricardo qui lie l'évolution des salaires à celle du prix du blé⁹. Sur la période 1750-1813 les salaires nominaux (base 100 en 1900) qui enregistraient un indice de 49 en 1800, 66 en 1810, 62 en 1820, 59 en 1830, 60 en 1840, et 61 en 1850 (Craft and Mills, 1994) semblaient assez peu connectés avec la baisse tendancielle du prix du blé. Les salaires réels enregistraient par ailleurs une augmentation moyenne de 1.2% par an (Craft and Mills, 1994), avec quelques irrégularités, sans que puisse être également établi un lien direct et causal avec l'évolution du prix du blé. De toute évidence l'impact sur les salaires est ambigu¹⁰. Il semble que les acteurs de l'époque se soient plus mobilisés sur des idées et des conceptions que sur des faits précis, ce qui peut expliquer par ailleurs l'importance des mouvements fortement engagés et déterminés pour lutter contre cette politique alors que les prix étaient finalement relativement bas, et que les seuls arguments économiques avancés ne furent pas en mesure de rendre compte de la détermination des libre-échangistes et des raisons de leur succès.

2. Fondements et justifications théoriques à l'abrogation : les économistes en débat

Le pain à bon marché constituait l'argument majeur chez les partisans du rejet des *corn laws*. C'est une première raison d'autant plus importante que Ricardo, en particulier, montra que les prix agricoles étaient orientés structurellement à la hausse. Cette interprétation fut toutefois contestée par Malthus dans ses fondements mêmes, voulant ainsi limiter la portée d'une abrogation défavorable à la classe des propriétaires fonciers.

2. 1. L'argument du pain à bon marché

L'argument du pain à bon marché qui fut une des revendications fortes de l'économie morale du XVIII^e siècle a été repris par les classiques, mais **sur la base d'une analyse en termes de profits**, et non plus en termes de simple économie du besoin. Mais cet argument économique, essentiel au débat sur le libre-échange, cristallisa l'opposition entre les ténors de l'économie classique. Les céréales constituaient une composante majeure du coût du facteur travail. Elles représentaient ce que Ricardo appelait le bien salaire, si bien que toute hausse du prix du blé avait une répercussion sur le prix du travail, et par voie de conséquence, sur la rentabilité de la production c'est-à-dire sur le profit. En 1817 il affirmait que : « Si, au lieu de cultiver notre propre blé ou de fabriquer les vêtements ou les autres biens nécessaires aux travailleurs, nous découvrons un nouveau marché qui nous fournit ces marchandises à meilleur compte, les salaires diminueront et les profits augmenteront » (1817 [1951-1955], vol. I, p. 132). Le rôle de la nourriture bon marché était encore plus explicite dans l'*Essay* de 1815 : « Tout ce qui facilite la production de biens alimentaires, [...] augmente le taux de profit » (1815 [1951-1955] trad. fr., 1988, p. 13). Il fut rejoint sur ce point par E. West (1815 [1903]) puis, plus tard, par R. Torrens qui affirma : « Toute augmentation du prix du blé augmentera le prix naturel de chaque article fabriqué par les consommateurs de blé ou en d'autres termes abaissera les pouvoirs productifs de chaque espèce d'industrie manufacturière » (1815, 1829 [1972], p. 234).

⁸ Entre 1828 et 1841, le prix des céréales était ainsi en moyenne 45% plus bas en Prusse, 57% plus bas à Odessa, 45% plus bas à Trieste (Fairlie, 1965, p. 92-93).

⁹ Cf. *infra*.

¹⁰ Une analyse effectuée par Williamson (1990, p. 133-140) montre qu'en cas d'abrogation anticipée au cours de la décennie 1830, les salaires nominaux auraient diminué d'environ 1% mais qu'en revanche les salaires réels auraient augmenté de 23%.

Une tendance à la hausse dans le long terme

Dans un deuxième temps de sa démonstration, et en dépit de l'observation des faits, Ricardo tenta d'expliquer pourquoi à long terme les prix agricoles devaient augmenter : il précisa les moyens à mettre en oeuvre pour ralentir cette hausse néfaste au secteur industriel et à l'économie toute entière. Pour Ricardo, comme pour Torrens ou pour West, les prix agricoles avaient tendance à augmenter car la croissance nécessaire de la production agricole nécessitait le recours à des terres de fertilité sans cesse inférieure. Cette augmentation favorisait la formation de la rente qui apparaissait grâce au recours à des terres de moins en moins fertiles, et : « Il s'ensuit que l'intérêt du propriétaire terrien est toujours opposé à ceux de toute autre classe de la communauté, sa situation n'est jamais aussi prospère que lorsque la nourriture est rare et chère » (West, 1815 [1903], p. 10). Une deuxième raison sous-jacente à la hausse des prix agricoles était liée à la rigidité de la demande face à la variation des prix. Torrens résuma parfaitement ce qu'on appelle l'élasticité prix : « Le blé est un article d'une telle nécessité première que si des mesures destinées à maintenir son prix à un niveau élevé étaient adoptées, les gens se priveraient de tous les autres articles afin de se le procurer » (1815, 1829 [1972], p. 247).

Le recours au progrès technique comme solution « alternative » pour limiter la hausse des prix agricoles

Face à l'existence de rendements décroissants, spécifiques à l'agriculture, soulignés particulièrement par Torrens, Ricardo, West et Senior (1836 [1965]) le recours au progrès technique s'avérait nécessaire. Ricardo prit bien soin d'ailleurs de distinguer dans les *Principes* les deux types de progrès possible : les améliorations qui augmentaient les facultés productives de la terre, et celles qui, par le perfectionnement des machines, permettaient d'avoir le même résultat avec moins de travail. Dans ce dernier cas, ce progrès technique tendrait alors à ralentir la hausse des prix, ce qui serait à l'origine d'une amélioration des profits et d'une diminution de la rente. Malthus n'en tira pas les mêmes conséquences, en raison de la théorie de la demande auto-entretenu, même s'il admettait que le progrès technique augmentait la production : les prix demeureraient stables. Pour Ricardo, par contre, le meilleur moyen pour lutter contre cette hausse était avant tout d'augmenter les importations, afin de profiter également des effets d'une bonne spécialisation internationale démontrés par la célèbre théorie des avantages relatifs, développée dans les *Principes*.

2. 2 La contestation malthusienne

L'explication de Malthus était différente mais convergeait vers la même constatation : l'abondance de produits agricoles ne conduit pas à une baisse des prix comme c'est le cas avec les autres produits, mais à une demande accrue potentiellement présente¹¹. Pour l'auteur des *Observations* le blé n'était qu'une simple composante des achats des travailleurs sans incidence fondamentale sur le prix du travail : « Rien n'est plus évident, tant du point de vue de la théorie que de celui de l'expérience, que le prix du blé ne règle pas immédiatement ni généralement les prix du travail et de toutes les autres marchandises » (1814 [1970], p. 106). Il fut suivi sur ce point par un autre auteur, W. Jacob, qui en 1814 ajouta que : « Le prix du travail comme celui de toute marchandise est régulé par son abondance ou sa rareté » (1814,

¹¹ Malthus ne fait que reprendre une loi déjà développée par Cantillon et par Smith selon laquelle « les hommes se développent comme des souris » et la croissance de la production alimentaire génère une croissance de la population.

p. 146) ce qui sous-entend que le blé ne joue pas le rôle que les autres classiques lui assignaient. Un proche de Malthus, W. Spence (1815), tout en partageant globalement cette analyse fit remarquer qu'en cas de baisse du prix du blé et donc des salaires, selon le schéma classique, c'est la demande de produits manufacturés qui serait atteinte et donc le secteur industriel lui-même. Si les opposants au *bon marché* des céréales tentèrent de balayer les arguments susceptibles de sensibiliser les industriels, ils n'en oublièrent pas pour autant le peuple qu'ils cherchèrent à convaincre au moyen d'autres arguments. Malthus partit en guerre contre l'idée selon laquelle un bas prix du blé constituait un bien pour le peuple, car : « Il est très possible qu'un peuple puisse être pauvre et que certains puissent mourir de faim, dans un pays où le prix monétaire du blé est très bas » (1815 [1970], p. 154). En fait, ce n'est pas le prix du blé qui devrait être pris en compte mais la valeur réelle d'échange du travail, et le pouvoir de cette dernière de commander les subsistances.

3. Le marché contaminateur des déséquilibres économiques *versus* le marché compensateur de déséquilibres

Le prix du pain était un argument conséquent pour les partisans de l'abrogation. Le progrès technique pouvait constituer un frein à la hausse tendancielle du prix des blés, si on bénéficiait des vertus d'un marché ouvert aux échanges internationaux : stabilisation des prix ou le plus souvent orientation à la baisse. Mais au-delà de ces effets, le marché devait constituer un puissant vecteur d'harmonisation politique et sociale, nationale et internationale. En revanche, pour Malthus, l'ouverture totale des marchés céréaliers aux échanges internationaux produisait plus de déséquilibres qu'elle ne réduisait l'insécurité alimentaire.

3. 1. Le point de vue de Malthus : le marché contaminateur de déséquilibres

La vision du « marché- harmonie » ne correspondait pas à la représentation faite par Malthus et les malthusiens. En effet, le concept d'équilibre correspondait plus à une **harmonie fragile** entre l'espèce humaine et les subsistances (production alimentaire), qu'à un simple ajustement mécanique. En toile de fond, le modèle biologique servit de référence et d'explication à la représentation des phénomènes économiques, et du marché en particulier (Hodgson, 1993, p. 18-40 ; Clément, 2002, p. 84-88). Plus fondamentalement cet équilibre renvoyait, à l'existence d'un lien ténu entre la croissance des espèces et la capacité de charge du milieu naturel. Malthus ne croyait pas en un ordre économique et social parfait dans lequel le marché aurait joué le rôle de régulateur. L'existence de crises économiques, de périodes de surproduction et de surpopulation, étaient autant de déséquilibres qui nous ramenaient périodiquement au monde animal et à la lutte permanente des espèces en vue de leur survie. L'équilibre sur un marché des blés ouvert aux échanges mondiaux était donc difficile à atteindre, car il tenait autant aux caractéristiques et aux imperfections de la nature humaine, qu'à des dysfonctionnements inhérents aux mécanismes du marché ou aux conditions de production. Comme le souligne Hodgson dans son analyse à propos de l'usage des modèles en économie : « les phénomènes économiques ont beaucoup plus en commun avec les organismes et les processus biologiques qu'avec le monde mécanique des planètes et des particules. Après tout, l'économie implique des êtres vivants mais pas de façon essentielle, des particules, des forces et de l'énergie » (1993, p. 24). La position de Malthus à propos des *corn laws* repose en partie sur cette base-là.

Un marché céréalier national ouvert au marché mondial ne corrige pas les déséquilibres économiques : un point de vue empirique

La plupart des économistes qui étaient présents dans le débat sur les *corn laws* soulignaient, avant toute chose, l'extrême irrégularité des récoltes en produits agricoles. Cette irrégularité était attribuée la plupart du temps aux caprices de la nature et aux aléas climatiques. Elle était à la fois temporelle et spatiale. Or d'après Malthus, les marchés agricoles, et céréaliers en particulier, qui s'ouvraient aux échanges internationaux, tendaient, *a contrario*, à amplifier les risques de déséquilibre interne, d'insécurité et d'aggravation des tensions existantes. Plusieurs raisons étaient à l'origine de ce constat. Dans *An Essay on the Principle of Population*, Malthus n'observa pas à la différence de ce que supposèrent les ricardiens, l'existence d'une répartition inégale des productions entre pays, mais plutôt une certaine concomitance qui écartait toute compensation égalisatrice théorique possible des différents niveaux de production. En effet si on observait une disette dans un Etat, on risquait de l'observer aussi ailleurs, et il tenta d'illustrer cette affirmation chiffres à l'appui : « Au cours des 125 dernières années, on en retrouvera plus de vingt pendant lesquelles la hausse des prix a été commune à la France et à l'Angleterre, l'Espagne et les côtes de la Belgique paraissent, d'après les prix tels qu'on a pu les recueillir, avoir fréquemment eu les mêmes déficits de grains aux mêmes époques » (1803, 1826 [1986] vol. 3, p. 413, trad. fr., tome 2, p. 132). Le marché ne pouvait jouer dans ce cas cette force compensatrice.

À cette concomitance des crises s'ajoutait l'accentuation des fluctuations des prix inhérentes aux évolutions contrastées de la production. Le marché international ne contribuait pas à la formation d'un prix international stable, ni à son égalisation entre différentes zones, puisqu'il ne permettait pas un ajustement des quantités. Malthus pensait que les échanges internationaux pouvaient aboutir à une amplification des variations nationales initiales du prix suite à l'ouverture des marchés : « Supposons, par exemple que les variations extrêmes, au-dessus et au-dessous de la quantité moyenne du produit en blé, soient en Angleterre 1/4 et en France 1/3, un libre commerce entre les deux pays augmenterait probablement les variations dans les marchés anglais » (1803, 1826 [1986] vol. 3, trad. fr., tome 2, p. 151). Cette hypothèse théorique fut confirmée par l'analyse qu'il fit des prix agricoles en prenant quelques exemples sur une période allant de 1648 à 1804¹². Il observa notamment que les variations de prix en Angleterre étaient généralement de 1 à 3 alors qu'en France elles étaient de 1 à 7 ; il en conclut que : « Un pays, placé dans des circonstances favorables à la fixité des approvisionnements indigènes, risque de diminuer cette fixité plus que l'augmenter, en s'associant à des nations moins favorablement placées sur ce plan. Certainement cette fixité sera plus diminuée encore si le pays le plus assujéti aux variations a le droit d'inonder les autres de ses récoltes dans les années d'abondance » (1803, 1826 [1986] vol. 3, p. 428, trad. fr., tome 2, p. 154).

En revanche, les lois sur les blés qui protégeaient le marché intérieur (ici en l'occurrence ce sont les entraves à l'importation) contribuaient au maintien d'un approvisionnement autonome, mais assuraient également une stabilité des prix, ce qui était tout aussi nécessaire au producteur requérant une garantie qu'au consommateur dont le salaire était fixé par rapport au niveau du prix courant des subsistances. Cependant chez Malthus les produits agricoles détiennent une particularité qui pourrait expliquer pourquoi l'abondance de ces denrées (qu'un marché fermé pourrait favoriser périodiquement) ne provoque pas une chute des prix qui leur serait préjudiciable, mais au contraire une stabilité, voire une orientation progressive

¹² Les données sont très partielles et Malthus ne donne aucune source sur les chiffres communiqués.

à la hausse. Les prix agricoles auraient tendance à augmenter structurellement car ils répondraient à une logique différente de celle de la plupart des prix d'autres produits, principalement en raison de la demande auto-entretenue que les consommateurs exprimeraient : « La cause du prix élevé des choses nécessaires à la vie, en dessus du coût de production se situe dans leur abondance plutôt que dans leur rareté » (1815 [1970], p. 188).

Compte tenu de cette particularité, le marché intérieur ne pouvait être victime d'un excédent de production. En revanche toute pénurie était problématique, les importations dans de telles situations se seraient avérées incertaines et aléatoires, dépendantes du comportement imprévisible des nations étrangères et de « la répugnance des gouvernements à autoriser une libre sortie des blés quand il est rare » (*ibidem*, 157 : note 13).

Un marché céréalier national ouvert au marché mondial présente un risque majeur de déséquilibre et de dépendance alimentaire et politique : l'impact des comportements humains

Dans l'absolu le marché mondial ne corrige pas les déséquilibres car le marché ne représente pas un ensemble de forces compensatrices, mais un ensemble de forces amplificatrices, contaminatrices de déséquilibres. C'est le constat empirique qui vient d'être fait. À cette analyse viennent s'ajouter d'autres raisons à l'origine des déséquilibres du marché, à savoir notamment le comportement des individus et des Etats.

L'approvisionnement alimentaire d'un pays et la sécurité alimentaire nationale ne pouvaient être recherchés par le biais du marché international. Pourtant Malthus nota dans *Observations on the effects of the corn laws* que : « dans le domaine des échanges céréaliers, la liberté la plus totale entre les nations contribue largement à l'égalité des prix » (1814 [1970], p. 112-113). En fait il estimait que cette situation de liberté totale ne pouvait être que théorique : « C'est totalement hors de portée d'avoir, même en temps de paix, un commerce des céréales entièrement libre » (1815 [1970], p. 145). Les citoyens et leurs gouvernements empêchaient d'avoir un équilibre universel sur le marché des céréales. Le marché des blés ne fonctionnait pas de façon totalement mécanique, car pour reprendre les termes de Hodgson, on ne pouvait assimiler les agents économiques à des « particules ou des planètes » et « à cause des jalousies et des peurs des nations, (les gouvernements) n'autoriseront que rarement une sortie libre du blé quand ce dernier devient rare » (1815 [1970], p. 145).

Loin des mécanismes impersonnels du marché et de l'équilibre qui aurait pu en résulter, Malthus intégra (outre les réserves déjà mentionnées) des arguments non économiques, qui pouvaient constituer autant d'obstacles à cette réalisation. En particulier il prit en compte certaines caractéristiques de la nature humaine susceptibles de jouer un rôle perturbateur : « Nous avons vu dernièrement des exemples très frappants de gouvernements agissant plus par passion que par intérêt » (1814 [1970], p. 116).

Au sein du débat, la question de l'indépendance alimentaire sembla cruciale. Aucune garantie de sécurité alimentaire ne pouvait être possible en raison de l'égoïsme des nations. Un Etat qui comptait sur l'approvisionnement extérieur pour son alimentation pouvait être confronté à de graves difficultés, tout simplement parce que le pays fournisseur connaissait des difficultés passagères, et veillait à son approvisionnement avant celui des autres pays. En effet : « L'intérêt d'un Etat indépendant, par rapport aux pays avec lesquels il fait le commerce, peut rarement être le même que l'est celui d'une province pour l'Empire auquel elle appartient ». Mais surtout en important une partie de sa production, un pays allait au devant d'autres

dangers, car il « attire la jalousie des autres » et, s'il était fortement dépendant de l'extérieur pour son alimentation, alors il s'exposait : « lui-même au risque de voir ses approvisionnements soudainement chuter au moment où ses besoins devenaient le plus importants » (1814 [1970], p. 115). Il n'y a aucun doute que Malthus resta ici profondément marqué par deux événements importants susceptibles de justifier sa position plutôt frileuse : son voyage en Europe, alors qu'il était âgé de trente-trois ans¹³, et le blocus napoléonien dont les effets ont été très durement ressentis par l'Angleterre¹⁴. W. Spence rappela également, à juste titre, que le blocus napoléonien était un exemple de ce qu'un « Etat peut subir, en cas de conflit avec d'autres pays. Cet épisode doit attirer la vigilance des responsables politiques et encourager ces derniers à limiter leurs ferveurs libérales » (1815 [1991], p. 204).

Les marchés céréaliers apparaissaient ainsi plus comme des lieux de tension entre les nations que comme des lieux d'échanges pacifiques. L'imprévision des situations et des comportements des Etats faisait peser sur toute nation un risque alimentaire et économique trop important par rapport aux avantages que l'on aurait pu retirer d'échanges parfaitement libres. Mieux valait donc produire à l'abri de la concurrence à des prix plus élevés (qui n'étaient pas pénalisants pour les salariés) qu'être dépendants du marché mondial, des nations étrangères et de leur « indolence ou même (de) leurs caprices » (1803, 1826 [1986] vol. 3, p. 397, trad. fr., tome 2, p. 109).

Si la concurrence sur le marché est le prolongement de la lutte pour la survie de l'espèce humaine, comme l'entend Claude Ménard, ce prolongement paraît parfaitement illustré par l'enjeu que représente le maintien des *corn laws*. Le paradoxe est bien de concevoir qu'une limitation des importations puisse mieux contribuer à la poursuite de l'objectif de croissance de l'espèce humaine qu'une abrogation des *corn laws*. Malthus évoqua ce cas de figure en ces termes : « Si, en ouvrant ses ports au blé étranger, on pouvait donner à la population un essor plus grand et plus rapide, on ne saurait comment justifier une mesure qui tend à l'arrêter » (1803, 1826 [1986] vol. 3, p., trad. fr., tome 2, p. 157). En réalité les restrictions ont « servi à aiguillonner l'agriculture anglaise » (1803, 1826 [1986] vol. 3, trad. fr., tome 2, p. 159). La demande de vivres créa une tension qui poussa à augmenter la production. En revanche une ouverture des frontières aurait eu plutôt tendance à faire baisser les prix, à décourager l'agriculture nationale et en fin de compte à accentuer la dépendance alimentaire, ce qui aurait engendré des risques non négligeables de ne pouvoir alimenter une population croissante de façon régulière. La lutte pour l'existence nécessitait donc une protection du marché contre la concurrence étrangère. En ce sens, se protéger de la concurrence étrangère contribuait à favoriser la survie de l'espèce humaine sur le territoire, ce qui n'aurait pu être envisagé dans le cas inverse.

Un marché céréalier national ouvert au marché mondial est un facteur de rupture des équilibres sectoriels et sociaux

La suppression des *corn laws* devait entraîner inévitablement la disparition du secteur agricole compte tenu des prix plus bas pratiqués par les autres nations étrangères, telle la Pologne ou la Russie ; or il était nécessaire selon Malthus qu'une économie puisse reposer sur un équilibre entre ses différentes activités. Dans cette rupture de l'équilibre entre l'industrie et

¹³ Malthus qui entreprit un voyage sur le continent en 1799 ne se rendit ni en France ni en Italie, comme c'était le cas habituellement lors de ces voyages appréciés par les jeunes Anglais de la bonne société mais dans les pays du Nord pour la raison très simple que l'Europe était en pleine guerre (2^e coalition), cf. N. Broc in A. Fauve-Chamoux, 1984, p. 147-158).

¹⁴ Le blocus continental n'a toutefois pas eu les effets escomptés, cf. *infra*.

l'agriculture, c'étaient des catégories sociales importantes qui étaient amenées à disparaître : les propriétaires fonciers, les fermiers et les salariés agricoles. La représentation d'un marché, facteur de déséquilibre, trouvait ici sa traduction sur le plan social.

Malthus repoussa tout système qui aurait consacré le capital, soit à la seule activité agricole, soit aux activités commerciales et industrielles. Dans le premier cas, le pays aurait du fournir de grandes quantités de produits agricoles pour obtenir des produits manufacturés, compte tenu de termes d'échange souvent défavorables, comme c'était le cas de l'Irlande. Dans le deuxième cas, l'avantage industriel et commercial du pays aurait pu être à tout moment remis en cause par d'autres qui étaient mieux placés dans la compétition internationale, et par des changements dans la situation des pays clients. Finalement : « Il apparaît alors que c'est l'union des systèmes commerciaux et agricole, et non chacun pris séparément, qui permet d'arriver à la plus grande prospérité nationale ; qu'un pays disposant d'un territoire riche et étendu, dont la culture est stimulée par des améliorations agricoles, des manufactures et un commerce extérieur, a des ressources tellement variées et abondantes qu'il est extrêmement difficile de dire quand elles atteindront leurs limites » (1803, 1826 [1986] vol. 3, p. 409, trad. fr., tome 2, p. 127). Le pays, en toute indépendance et en toute sécurité, pourrait s'engager sur la voie de l'expansion à l'abri des aléas de la conjoncture internationale et du développement des autres pays. Le rythme auquel le pays se développerait, demeurerait totalement maîtrisé et ce dernier ne risquerait pas de connaître des revers ou de brusques changements liés à des situations concurrentielles préjudiciables, remettant en question le bien fondé de certaines activités initialement compétitives.

Cette conception d'une croissance équilibrée¹⁵, remise en cause en cas d'ouverture des marchés agricoles, s'opposa à la logique de spécialisation défendue par Ricardo. Or, selon Malthus, le maintien du secteur agricole relevait d'une harmonie naturelle que l'abrogation des *corn laws* allait mettre en péril. Malthus parla à ce sujet : « d'une proportion naturelle par rapport à d'autres industries » (1814 [1970], p. 121). Le secteur industriel stimulait l'économie, l'invention, favorisait la classe moyenne et contribuait à l'enrichissement de tous, mais au-delà d'un certain seuil, les inconvénients risquaient de dépasser les avantages (1814 [1970], p. 118). Sacrifier l'agriculture au nom de la rentabilité pouvait conduire à la fois à une augmentation importante du chômage et, à terme, à une disparition progressive de certaines catégories de la population.

Les salaires des travailleurs risquaient de baisser parallèlement au prix du blé et cette baisse n'allait pas être forcément compensée par une demande de travail plus importante. Malthus, une fois de plus, contestait l'idée qu'un blé à bon marché était bon pour le peuple (*cf. supra*). Les fermiers risquaient de disparaître ou de voir leur activité diminuer, en raison de la réduction des surfaces agricoles au profit des terres les plus fertiles. Par voie de conséquence les propriétaires fonciers voyaient leur rente diminuer. D'autres catégories pouvaient en revanche bénéficier de cette situation : les commerçants et les manufacturiers qui pouvaient accroître leur commerce avec l'étranger, ou bien qui grâce à des salaires plus bas, pouvaient être plus concurrentiels sur les marchés internationaux. Toutefois, en faisant le bilan social de ces avantages et de ces inconvénients, Malthus constatait que : « Comme ceux-ci ne constituent cependant qu'une très petite portion de la classe des personnes vivant des profits de leur stock au point de vue du nombre, et probablement pas plus de un septième ou de un

¹⁵ En 1806, Malthus affirmait que l'expansion prendrait une forme plus industrielle, mais en 1817, il revint sur cette position pour confirmer le fait que la croissance était aussi bien celle des produits manufacturés que celle des moyens de subsistance pour le bonheur des pauvres. *Cf.* sur ce point G. Gilbert (1980).

huitième du point de vue de la propriété, on ne peut permettre à leurs intérêts de s'opposer à ceux d'un si grand nombre » (1815-b [1970], p. 160-161). C'est en fait au nom de la majorité de la population que la politique protectionniste fut défendue. Jacob alla même plus en loin en ajoutant à cette liste de victimes du bas prix : le clergé, les marchands et les hommes d'affaires impliqués dans le négoce céréalier, et par voie de conséquence, les habitants des villes manufacturières et commerçantes (1814, p. 169). Le risque de chômage se doublait d'une crainte de déséquilibre de la société, au profit de la classe montante des manufacturiers, et de celle des prolétaires. Cette crainte de l'apparition d'un déséquilibre social apparaissait très nettement chez Malthus pour qui les propriétaires fonciers demeuraient les garants de la stabilité de la société bien qu'ils ne contribuèrent pas aussi directement à la production de richesse que toutes les autres classes ci-nommées.

3. 2. Un discours en faveur de l'abrogation des *corn laws* : le marché compensateur des déséquilibres économiques et sociaux

Si l'offre de produits agricoles est fluctuante, la demande en produits agricoles est relativement rigide par rapport au prix¹⁶, et comme la demande en biens agricoles est plutôt stable, il s'ensuit que les prix agricoles sont eux-mêmes très fluctuants. Cependant comme le soutient Ricardo : « ... Si les récoltes sont mauvaises dans un district, elles sont généralement fécondes dans un autre [...] et donc par cet extraordinaire pouvoir de compensation, la Providence nous a généreusement mis à l'abri d'un retour fréquent des pénuries » (1815 [1988], p. 17). Ainsi le libre fonctionnement des marchés agricoles pouvait compenser en grande partie ces déséquilibres. Ce rôle d'harmonisation des prix et des quantités fut également souligné, au début du XIX^{ème} siècle, par James Mill : « Le libre-échange produirait un prix régulier, fixe, très peu sujet aux fluctuations, protégerait le fermier des difficultés du bas prix et le peuple, de toutes les épreuves dues à des prix très élevés » (1804 [1993] p. 67). Dans un ouvrage intégralement consacré à la question des blés, Torrens réintroduisit également cet argument : « Plus le territoire qui approvisionne en subsistances est grand, plus l'irrégularité dans la production des saisons diminuera » (1815, 1829 [1972], p. 24).

Le marché chez les ricardiens était donc représenté comme un mécanisme **régulateur et compensateur** de déséquilibres économiques naturels¹⁷, puisqu'il permettait

¹⁶ La rigidité existait tout aussi bien à la baisse qu'à la hausse : Ricardo estimait que « si le prix naturel du pain devait baisser de 50% du fait de quelque découverte importante dans la science de l'agriculture, la demande augmenterait peu, car personne n'en désirerait plus que la quantité satisfaisant ses besoins » (Ricardo, 1817 [1951/1955] p. 385). Mais concrètement la rigidité se vérifiait surtout dans l'autre sens : les prix agricoles pouvant augmenter en raison des conditions de la production, la demande ne s'infléchirait pas et ne tempérerait pas la hausse prévue « si la valeur de marché du blé augmentait d'un dixième en raison de l'impôt ou de la difficulté de production, il est peu probable que cela entraînerait le moindre changement sur la quantité consommée, puisque chaque homme ayant besoin d'une quantité définie, il maintiendrait son niveau de consommation tant qu'il en aurait les moyens » (*ibidem*, p. 193). Cette idée fut également reprise par Torrens qui affirma encore plus clairement cette faible élasticité de la demande par rapport au prix : « le blé est un article d'une telle nécessité première que si des mesures destinées à maintenir son prix à un niveau élevé étaient adoptées, les gens se priveraient de tous les autres articles afin de se le procurer » (Torrens, 1815 [1972] p. 154).

¹⁷ Cette mécanique de la compensation n'était pas spécifique à Ricardo. Bien avant lui, les physiocrates en exigeant l'ouverture des frontières recoururent à la même analyse. En effet pour Quesnay, le prix général « se forme comme le niveau des lacs et des mers qui se communiquent : si dans différents temps l'Océan ne reçoit point de l'eau de la Méditerranée et la Méditerranée n'en reçoit pas de l'Océan, le niveau général des eaux de ces mers n'en est pas moins égal » (Quesnay, 1757 [1958], vol. II, p. 536). Ce n'est pas la quantité échangée qui détermine le prix mais la simple liberté du commerce extérieur et intérieur. Cette dernière permet de compenser les mauvaises et les bonnes années, et contribue à former un prix moyen stable au sein de tout l'espace d'échanges, permettant d'adoucir ainsi les fluctuations inévitables observées au niveau local.

l'approvisionnement en produits agricoles des zones déficitaires, et retirait les surplus des zones excédentaires. Derrière ces mécanismes compensateurs, se glisse l'image implicite de « vases communicants », et la référence à une véritable mécanique des fluides. C'est ce qu'illustrèrent les propos de McCulloch : « Une récolte exceptionnellement abondante, d'un côté ou d'un autre, sera l'occasion d'une exportation **instantanée**^{*}, alors qu'une récolte déficitaire sera l'occasion d'une importation **instantanée**^{*}. Et sous un régime d'échanges totalement libres, toutes les fluctuations préjudiciables au niveau des prix pourront être évitées » (1822 [1995] Tome VIII, p. 455).

Si on se base sur l'interprétation de James Mill : « c'est la nature du marché d'être très stationnaire et d'être rarement soumis à toutes les fluctuations » (1804 [1993] p. 59), les effets compensateurs du marché devraient s'exercer d'autant mieux que la zone d'application est large. De fait pour Ricardo : « Si cette remarque est juste pour un pays, ne s'applique-t-elle pas encore mieux à tous les pays qui, ensemble, composent notre monde ? » (1815 [1988], p. 17). Torrens¹⁸ défendit la même idée, de même McCulloch pour qui : « Une insuffisance de récoltes dans un royaume étendu est une calamité qui ne se produit que rarement, et aucun exemple ne peut être recensé d'insuffisance simultanée à travers le monde. Au contraire, on voit souvent que quand une récolte est mauvaise dans un pays, elle est proportionnellement meilleure dans une autre partie du monde » (1822 [1995] Tome VIII, p. 455). Il fallait donc pour assurer cette fonction compensatrice que le marché fut libre dans son fonctionnement à l'échelle internationale comme il devait l'être à l'échelle nationale (sous-entendu, pas de taxes à l'importation ou à l'exportation de blés étrangers).

Il apparaissait ainsi, et très explicitement, qu'un marché national protégé de la concurrence internationale était porteur de déséquilibres que faisait totalement disparaître l'ouverture à l'échelle internationale. Selon ces auteurs l'irrégularité et la fluctuation des prix étaient inversement proportionnelles à l'étendue de la zone d'échanges. La critique des *corn laws* trouva dans cette argumentation un premier fondement. En revanche, dans un régime protégé et sous l'effet d'une situation de pénurie les prix intérieurs s'élevaient, car comme le faisait remarquer Ricardo, : « C'est à ce moment qu'on les soumet à la concurrence des cultivateurs pour qui un prix de 40 s. est une rémunération suffisante pour couvrir tous les frais de production » (1822 [1951/1955], IV, p. 242). Cette production étrangère conduisait alors les fermiers anglais à la ruine. En déconnectant le pays du marché international, on créait une situation où les prix fluctuaient de manière trop brutale, au gré des récoltes et des importations. En revanche l'ouverture au marché mondial était facteur de stabilité, alors que la protection du marché national amplifiait les variations au préjudice des producteurs, et très souvent maintenait les prix à un niveau trop élevé pour la communauté¹⁹.

L'ouverture du marché céréalier national au marché mondial est un vecteur d'harmonisation et de justice sociale

Le deuxième argument important développé par Ricardo exprimait que la mise en place d'un **marché céréalier mondial** sans droit de douane était, par voie de conséquence, un puissant

^{*} C'est nous qui soulignons.

¹⁸ Torrens écrivit également que : « En égalisant la nourriture entre différents pays et différentes périodes, il (le commerce extérieur) réduit les fluctuations saisonnières et assure en tout temps un approvisionnement régulier et abondant en biens de subsistance » (1815, 1829 [1972], p. 39).

¹⁹ James Mill affirmait déjà : « Le système des primes sans donner le moindre encouragement à l'agriculture, a tendance à provoquer une plus forte fluctuation des prix et à provoquer tous les désagréments liés à des prix trop élevés ou trop bas » (1804 [1993], p. 67).

vecteur de réduction **des inégalités sociales et un instrument au service de l'équité entre catégories sociales**. En effet un marché céréalier libre, sans droit de douane, était un marché qui permettait de se procurer des produits agricoles à bas prix. Or, un pain à bon marché profitait à tout le monde, mais plus particulièrement aux industriels. Grâce à l'abrogation des *corn laws*, les salaires monétaires allaient baisser dans un premier temps (une main d'œuvre à bon marché grâce au pain bon marché rend les coûts de production plus faibles), mais pouvaient augmenter dans un deuxième temps en raison d'une hausse de la demande de travail en provenance des manufactures. Mais c'étaient surtout les profits qui grâce à l'abrogation des *corn laws* devaient augmenter. Ainsi en jouant sur les salaires²⁰ et surtout sur les profits, et sur l'emploi indirectement, c'étaient les industriels et les salariés de l'industrie et de l'agriculture qui devenaient les véritables bénéficiaires de ces mesures de libéralisation. Or, ces agents économiques représentaient, aux yeux des ricardiens, l'immense majorité de la population. L'argument le plus récurrent dans l'œuvre de Ricardo fut finalement celui de l'équité. En effet seuls les propriétaires fonciers profitaient de ces lois et retiraient « un intérêt non seulement temporaire mais aussi durable ». Donner priorité aux propriétaires fonciers, revenait à accorder plus de considération à la rente, revenu d'oisiveté, qu'au profit récompense du travail et de l'industrie. Ces propos furent ensuite relayés par ceux de J. S. Mill qui s'insurgea aussi dans les colonnes de la *Westminster Review* en 1827 contre le fait que l'intérêt des propriétaires fonciers passât avant celui de la nation, tout en ayant recours à des arguments du type, *les intérêts de la nation*, alors qu'il s'agissait en fait de l'intérêt pécuniaire d'une classe sociale.

Un marché céréalier national ouvert au marché mondial est un puissant instrument d'équilibre au service de la paix

Sur un plan politique, un marché céréalier ouvert aux échanges internationaux favorise un équilibre harmonieux entre puissances économiques. Un tel argument est avancé à une date - 1815- où, pour la première fois en Europe, régnait la paix alors que la plupart des Européens n'avaient connu jusqu'alors que guerres et instabilité politique. L'ouverture du marché apparaissait comme un gage de confiance entre les nations. Le libre-échange constituait un facteur puissant de paix internationale en raison de l'interdépendance économique des nations qui avaient plus à gagner dans le commerce que dans la guerre. En revanche une politique très protectionniste, voire autarcique, dans ce domaine aurait été perçue comme un facteur de tensions entre les nations. Le repli d'un pays sur son marché intérieur serait susceptible de favoriser une crispation des autres pays placés dans le besoin.

Dans leur contre-attaque les partisans des *corn laws* développèrent deux arguments. Le premier argument reposa sur le comportement tyrannique que pouvait avoir une nation hostile à l'égard du pays acheteur. Or pour les libre-échangistes, une telle politique s'avèrerait désastreuse pour le pays fournisseur économiquement. Il y aurait surproduction, et baisse des prix, avec impossibilité de réinvestir sur le champ tout le capital dans les autres secteurs. Ricardo en conclut qu'il s'agissait d'une « misère qu'aucun souverain ou union de souverains ne serait prêt à infliger au peuple. Et si tel était le cas, ce serait d'ailleurs une mesure à laquelle aucun peuple ne voudrait se résigner » (1815 [1951/1955], p. 29, trad. fr. p. 14). Les effets très mitigés du blocus continental à l'égard de l'Angleterre furent sans aucun doute présents en arrière plan dans cette analyse²¹.

²⁰ Avec l'abrogation Ricardo pensa plus à l'amélioration des profits qu'à celle des salaires (qui sera en revanche un argument de la Manchester School).

²¹ Les historiens ont largement confirmé le succès du blocus pour l'Angleterre. L'Angleterre a acquis la maîtrise des mers, développé son empire colonial, accru son trafic avec les Etats-Unis et les pays neutres ; son commerce

Le deuxième argument était tout aussi important. Il relevait de ce qu'on appelle la préférence nationale : « Si de mauvaises saisons survenaient outre-mer, les pays exportateurs seraient en droit de nous refuser la quantité habituellement exportée, pour pallier leur propre déficit » (*ibidem*, p. 14). Cet argument semblait irréfutable car l'intérêt pécuniaire passait avant les besoins du pays. Mieux valait vendre à l'étranger du blé à un prix plus élevé, et imposer des restrictions à l'intérieur des frontières, que de favoriser l'approvisionnement à bon marché pour contenter sa population « dans le cas de mauvaises récoltes, le pays exportateur se contenterait de la plus petite quantité possible pour sa propre consommation et saisirait l'avantage représenté par le prix élevé en Angleterre pour y vendre ces excédents ainsi réalisés » (*ibidem*, p. 16-17)²².

3. 3. Vers une convergence des positions théoriques ?

Après avoir pris soin d'analyser séparément les deux grandes positions théoriques, au risque de donner l'apparence de renvoyer dos à dos les deux argumentations adverses, force est de constater que le débat connu, au-delà des positions contradictoires bien affirmées, une certaine évolution voire une certaine convergence. Ce serait en effet une erreur de considérer le débat comme définitivement clos et réduit à des positions théoriques bien définies, de camper sur l'existence d'une opposition irréductible, parce que les positions ne furent pas aussi figées qu'elles paraissaient *a priori*. Sans laisser penser que les positions des uns et des autres pouvaient se fondre dans un moule commun, il est étonnant de voir que chaque point de vue s'est rallié partiellement à la cause adverse. Ce nouvel éclairage est en partie dû aux travaux récents de Samuel Hollander sur Malthus (1992-a ; 1992-b ; 1995), et à ses travaux antérieurs sur Ricardo (1977), ainsi qu'aux travaux de Bette Polkinghorn (1986).

Ricardo en effet n'était pas en opposition complète avec le protectionnisme agraire. Certes il ne revendiquait pas une protection de l'agriculture, mais dans ses discours à la Chambre des Communes ou dans sa correspondance avec J. R. McCulloch en particulier, le ton était moins libéral que dans les textes antérieurs et plus conciliant. Dans une lettre datée de 1821 Ricardo précisait « qu'il devrait être accordée une prime à l'exportation du blé afin que le prix à l'étranger et à l'intérieur soient très proche » de même qu'il tolérait une taxe à l'importation. En réalité il pensait que le progrès technique pouvait jouer le même rôle que le recours à des produits étrangers bon marché. Mais surtout l'impact d'une alimentation à bon marché lui semblait plus limité. Ricardo observa notamment que si le taux de profit pouvait être influencé par le prix de la nourriture, d'autres effets jouaient à contre courant : « Je reconnais la tendance du capital à émigrer tant que les *corn laws* sont en place mais je pense que nous l'avons surestimé (ce phénomène), j'ai dit que le désir (du capital) de rester dans notre pays est un obstacle non encore vaincu » (cité par Hollander, 1977, p. 22). L'obstacle majeur était

a fait, par Hambourg, la conquête de l'Allemagne et a dominé la Baltique. L'Angleterre ne fut pas davantage frappée par le blocus ultérieur. En revanche les guerres napoléoniennes et le blocus provoquèrent le ralentissement de nombreuses industries continentales, et pas seulement maritimes, si bien que celles-ci eurent une incidence plus défavorable pour le Continent que pour l'Angleterre et elles aggravèrent l'écart qui les séparait (Crouzet, 1985, p. 296 ; Crouzet, 1996, p. 189-209).

²² Torrens attira l'attention sur ces questions en relativisant le problème existant. Il souligna à juste titre qu'un pays n'importait pas 100% de son alimentation, en ce qui concerne l'Angleterre ce pourcentage avoisinait 10%, ce qui fait que le risque politique encouru en cas de conflit avec les Etats fournisseurs, était extrêmement réduit. Par ailleurs, et en ce sens, il reprit des arguments maintes fois avancés, le blé était une marchandise difficilement transportable dont le coût était alors élevé (10% en moyenne du prix). C'est en fait une marchandise relativement peu importable car pour devenir intéressante, il aurait fallu que la différence de prix eusse dépasser largement ce surcoût, ce qui n'était pas le cas en particulier pour l'Angleterre (Torrens, 1815 ; J. S. Mill, 1827).

l'immobilité des capitaux. A cela, il fallait bien ajouter que le coût de production du blé n'était pas supérieur en Angleterre par rapport à l'étranger, ce qui pouvait impliquer un effet limité de l'abrogation des *corn laws* (cf. *infra*). Enfin la supériorité industrielle de la Grande Bretagne bien perçue par Ricardo lui donnait l'argument le plus important. En effet le pays avait une avance importante dans le domaine industriel et une rentabilité non acquise ailleurs si bien que l'handicap provoqué par les *corn laws* lui apparaissait comme sérieusement minoré : « Je crois qu'aucune mesure ne pourrait contribuer autant en faveur de notre richesse et prospérité qu'une abrogation des *corn laws* [...] mais bien que ce soit mon opinion, je suis prêt à admettre que nous ne pouvons pas avoir de limite à notre prospérité malgré l'opération continue de nos *corn laws* » (*ibidem*, p. 23). En fait Ricardo adopta alternativement un raisonnement analytique, avec les conséquences que nous avons étudiées, et un raisonnement historique, basé sur la situation britannique du moment, présenté avec beaucoup d'optimisme et d'enthousiasme. Dans ce second registre l'impact des *corn laws* apparaissait de fait plus limité.

Si Ricardo relativisa les effets négatifs du protectionnisme, Malthus prit le chemin inverse. Malthus entama une conversion progressive en faveur du libre-échange mondial. Nous avons déjà souligné son attitude de principe relativement favorable à un libre-échange dans un monde où tout le monde jouerait un jeu identique. Les faits ont sans doute beaucoup pesé en faveur d'une attitude plus protectionniste. Cependant les mêmes faits ont pesé aussi sur une modification de son analyse. L'Angleterre des années 30 de ce siècle n'était plus l'Angleterre de l'*Essay* de 1798. Plusieurs lettres datées de 1832-1833, adressées à Thomas Chalmers : « je suis d'accord avec vous sur un avantage moral d'une abrogation des *corn laws* » (Cité par Hollander, 1992-b, p. 652) à Nassau Senior et à Jane Marcet : « Ici je suis pour une suppression des restrictions » (cité par Polkinghorn, 1986, p. 845), une note dans la 6^e édition de *An essay on the Principle of Population* (1803, 1826 [1986], vol. 3, p. 435-436, note 13) où Malthus propose de remplacer le système de 1815 par un système qui ne doit pas « empêcher les principes du commerce libre », enfin un article publié dans la *Quarterly Review* de 1824, témoignent de cet infléchissement de pensée. L'évolution théorique de Malthus est, comme chez Ricardo, conditionnée par son analyse de la réalité économique. Celui-ci reconnaissait que les exportations de produits manufacturés avaient considérablement augmenté et avaient adouci les mauvais effets de la dépression économique. Malgré des évolutions tout au long des différentes éditions de l'*Essay*, Malthus avait un *a priori* très favorable pour l'activité agricole, qualifiée pratiquement de seul secteur source de richesse. Il souhaitait avant tout que ce secteur ne fût pas sacrifié sur l'autel de la modernité, en ce sens, son héritage physiocratique demeurait constamment présent²³. Cependant, Malthus remarquait que ce secteur était menacé. Le protectionnisme apparaissait comme étant le seul moyen de maintenir cet équilibre sectoriel et la survie du système agricole. Mais si le libre-échange pouvait favoriser le développement de ce secteur, pourquoi pas ? Ces rapprochements théoriques offrirent en fin de compte à l'opinion publique plus d'arguments en faveur de l'abrogation, la position de Malthus se confondant de plus en plus avec une défense non pas du protectionnisme, mais avec une défense de l'agriculture et des propriétaires fonciers.

4. L'économie *vulgaire* et la victoire du libre-échange

²³ Rappelons toutefois que les physiocrates étaient hostiles à un système de protection pensant que le secteur moteur, y compris dans le domaine de l'exportation, était l'agriculture.

Après la mort de Ricardo en 1823 et celle de Malthus en 1834, le discours qu'ils avaient défendu respectivement dans les cercles intellectuels et au Parlement, pour l'auteur des *Principes d'économie politique et de l'impôt*, fut relayé par les milieux socioprofessionnels. Mais c'est surtout le discours libéral qui fut vulgarisé au prix de quelques simplifications, et devint dominant, partisan, « démagogique » au point d'éclipser la position adverse, devenue de fait minoritaire. Si ce combat contre les *corn laws* fut encore un combat économique il devint, au fil du temps, un combat de plus en plus politique. La classe moyenne se saisit du discours sur le libre-échange pour faire passer un autre message : la nécessité de renverser l'ordre politique conservateur et profondément inégalitaire.

4. 1. Des premières protestations à la naissance de la *Manchester School* (1838)

Dès la fin des années 20, le nombre d'opposants au régime protectionniste ne cessa de grossir, parallèlement à la popularité des idées libérales qui étaient de mieux en mieux connues au sein de l'opinion publique. La plupart de ces opposants se regroupèrent au sein de la *Manchester school*. Les premiers opposants aux agrariens furent naturellement des industriels, mais aussi des propriétaires fonciers *éclairés* qui souvent partageaient leur temps entre ville et campagne, investissant dans l'immobilier, les mines, et les affaires industrielles et commerciales. Le principal argument avancé par les ricardiens, et repris par ces opposants, était celui des coûts salariaux qui réduisaient la compétitivité des produits industriels sur les marchés extérieurs. C'est ce qu'exprimèrent par exemple dans leurs pamphlets J. Graham (1826 *in* Kadish, 1996, vol. 1), J. Rooke (1828 *in* Kadish, 1996), Ch Fitzwilliam (1839 *in* Kadish, 1996, vol. 1)²⁴. Mais Fitzwilliam notait aussi que si le prix du blé était plus bas, cela permettrait au peuple de consommer plus de viande et plus de produits industriels, ce qui permettrait au secteur agricole d'enregistrer une compensation. La plupart de ces auteurs ne considéraient pas, comme Ricardo, que les propriétaires fonciers étaient de simples oisifs profitant d'une rente souvent injustement perçue. Mais ils restaient persuadés que le secteur agricole ne pouvait se développer sans les autres secteurs ou même contre eux. Rooke disait que le développement du commerce créait des emplois, favorisait la croissance démographique, et donc la demande de produits agricoles. Fitzwilliam considérait la prospérité commerciale et industrielle comme la clef de la bonne santé de l'agriculture. La prospérité rurale dépendait de la consommation urbaine. Ainsi moins de taxes profiteraient à la fois aux deux secteurs directement ou indirectement. Les mêmes arguments étaient présents chez J. Childers (1839 *in* Kadish, 1996, vol. 1), chez Th. Jevons (1840 *in* Kadish, 1996, vol. 2).

Le mécanisme de protection fixe ou mobile fut aussi critiqué à cause de son inefficacité, car il n'induisait pas la stabilité attendue, et surtout la garantie de prix suffisamment rémunérateurs souhaitée. Bien au contraire, nous dit J Childers : « Le système des *corn laws* augmente le prix à un moment et le diminue à un autre » (1839 *in* Kadish, 1996, vol. 1, p. 8). L'instabilité de ce système d'échelle mobile nuisait d'abord au fermier qui ne pouvait se baser sur un prix stable, à partir duquel les rentes étaient calculées, et nuisait au consommateur en cas de variation subite des prix (mais pas des salaires). En fait tous ces auteurs pensaient qu'en

²⁴ Fitzwilliam fit partie des propriétaires fonciers du *West Riding* favorables dans une certaine mesure au libre-échange, ce qui tendait à contredire la vision erronée d'une opposition systématique des propriétaires fonciers à l'abrogation des lois sur les blés, cf. J. T. Ward (1966). Rooke et Graham étaient aussi initialement des propriétaires fonciers du *Cumberland* ayant exercé également des mandats politiques. Parmi les plus connus pour leurs publications J. W Childers et Cavendish furent parmi les premiers membres de la *Société royale d'agriculture* qui visaient à diffuser les nouvelles techniques agraires comme réponse au problème des bas prix (cf. D. C. Moore, 1965, p. 548).

intégrant le marché anglais au marché mondial, on obtiendrait un prix producteur plus stable, et plus rémunérateur pour tous. L'idée d'une simple taxe accompagnée d'une autorisation d'importation permanente semblait davantage retenir l'attention de tous (Salomons, 1839 *in* Kadish, 1996, vol. 2) compte tenu de son efficacité.

Outre les industriels et les propriétaires fonciers précédemment cités, il existait tout un courant d'*industriels paternalistes* animés par des mobiles humanitaires, estimant que les *corn laws* imposaient une taxe injuste et appauvrissante sur la nourriture. Ces gens qui par ailleurs favorisaient la création d'organisations d'entraide et de coopératives, subventionnèrent une organisation comme la *Manchester Statistical Society* qui engagea les premières études sur la condition des travailleurs dans les usines, mirent en priorité l'accent sur le problème de la demande solvable et du niveau des salaires jugés insuffisants tant pour des raisons économiques que sociales. La famille Greg propriétaire des plus grandes filatures du *Lancashire* est représentative de ce courant de pensée. L'argument des bas salaires est certes évoqué, mais R. H. Greg (1840 *in* Kadish, 1996, vol 5) pensait que, loin de diminuer les salaires (qui dépendent d'abord de la loi de l'offre et de la demande) l'abrogation devrait entraîner une augmentation du niveau de vie, davantage de nourriture, une meilleure consommation globale des autres biens. Son frère William (1842 *in* Kadish, 1996, vol. 5), en analysant le succès de l'entreprise familiale, confortait l'idée que le problème manufacturier n'était pas un problème de surproduction mais un problème de sous-consommation. En conséquence, l'abrogation des *corn laws* devait contribuer à le résoudre, en jouant sur le niveau des salaires et sur celui des revenus réels. C'est enfin sous un angle plus politique que W. Greg, dans un article de la *Westminster Review* publié en 1842, élargit enfin les véritables enjeux de cette loi en mettant l'accent sur les profondes inégalités sociales dont elle était responsable : « Dans toutes les nations aristocratiques l'inégalité des classes pèse lourdement sur les pauvres. Presque par une loi de la nécessité, le privilège d'un individu engendre un fardeau pour un autre, l'exemption d'une classe devient un fardeau pour une autre [...] Dans un pays où la richesse et la puissance n'offrent aucune assistance à leurs citoyens souffrant [...] dans lequel l'aristocratie cherche à multiplier les fardeaux d'une classe sur les autres dans le but de multiplier leurs propres dispenses, assurément un tel pays ne présente aucune assurance et il incombe à toute personne qui y vit de préparer le changement à venir » (1842 *in* Kadish, 1996, vol. 1, p. XXXIV).

Un troisième groupe d'opposants était formé par les pacifistes, membres de cette nouvelle *classe moyenne* industrielle, dont R. Cobden et J. Bright étaient les représentants les plus connus²⁵. Ils eurent l'idée d'associer la classe des travailleurs à leur combat, dans leur campagne contre les *corn laws*, ce qui fit partie de la stratégie d'action de leur mouvement. La question des salaires fut de fait mieux prise en compte par ce groupe qui n'hésitait pas à considérer les intérêts des industriels en totale harmonie avec ceux des salariés : « Les bas salaires ont-ils déjà prouvé la prospérité de nos manufactures ? A chaque période, quand les salaires ont chuté il a été prouvé aussi que les intérêts manufacturiers ont été touchés » (cité par Kadish, 1996, vol. 1, p. XXXIV). Dans un autre discours il fut encore plus clair : « Les intérêts de la classe moyenne seront servis par des salaires élevés à partir d'une augmentation

²⁵ J. Bright issu du nouveau monde des affaires de Manchester se lança dans une carrière politique et fut élu au Parlement en 1843. Il conduisit la croisade dans le pays contre les *corn laws*, anima de nombreuses réunions dans tout le pays en étroite relation avec R. Cobden, autre pilier de la ligue *anti-corn law*. Ce dernier qui fonda sa propre affaire à Manchester devint aussi membre de la Chambre de commerce de cette même ville ; il fréquenta très tôt les cercles libre-échangistes. Très vite il eut l'idée d'utiliser cette institution pour en faire la base d'un mouvement *anti-corn laws*. Il fut élu au Parlement en 1841, et devint rapidement un personnage national, un véritable agitateur d'idées.

de la demande intérieure autant que par une meilleure sécurité de la propriété et une diminution des *poor rates* qui aboutissent à la paupérisation de cette même classe moyenne » (*ibidem*, p. XXXV). L'ultime argument utilisé dans leur campagne reposait sur le fait que le libre-échange constituait un facteur puissant de paix internationale, en raison de l'interdépendance économique des nations, qui avaient plus à gagner dans le commerce que dans la guerre. Dans son discours de 1846 à la Chambre, Cobden déclara solennellement : « Je regarde plus loin, je vois le principe du libre-échange jouant dans le monde moral le même rôle que le principe de la gravitation dans l'Univers : attirant les hommes les uns vers les autres, rejetant les antagonismes de race, de croyance et de langue, et nous unissant dans le lien d'une paix éternelle » (cité par Bairoch, 1997, vol. 2, p. 283).

Un quatrième groupe était composé de radicaux, philosophes pour la plupart, et appartenant au courant utilitariste de J. Bentham. Ces abolitionnistes, parmi lesquels J. Bowring, l'éditeur scientifique des oeuvres de Bentham, P. Thompson et J. Hume qui menèrent parallèlement une campagne pour la réforme électorale de 1832, apportèrent une dimension intellectuelle à l'école de Manchester. Charles Villiers qui était un des leurs, fut le leader du mouvement libre-échangiste au parlement avant d'être remplacé ensuite dès 1841 par R. Cobden. Un cinquième groupe était composé de radicaux appartenant à la classe moyenne, différents des précédents par leur origine, plus impliqués dans les affaires et plus proches des réalités dont Archibald Prentice éditeur de *la Manchester Gazette*, puis du *Manchester Times*, J. B. Smith un *économiste autodidacte* et négociant en coton unitarien, G. Wilson manufacturier²⁶.

4. 2. De la naissance de la ligue à l'abrogation des *corn laws*

Si le mouvement de protestation à l'encontre des *corn laws* prit dès le départ une envergure nationale, ce furent les abolitionnistes de Manchester qui assurèrent la direction du mouvement. Dans ce combat, la Chambre de commerce de Manchester joua un rôle déterminant, même si dans les années 20 la position de la plupart des industriels était très modérée à l'égard du libéralisme. Il faut préciser que tous les industriels au départ n'étaient pas des libre-échangistes convaincus, particulièrement ceux qui participaient au commerce colonial, ainsi que les armateurs. La rupture eut lieu en 1838 quand R. Cobden et leurs amis firent passer la résolution de l'abrogation. Au cours de la séance du 13 décembre 1838 la campagne pour l'abrogation fut présentée comme une opposition de classes sociales par Cobden, J. B. Smith, J. C. Dyer (1839 *in* Kadish, 1996, vol. 5). Ces différents intervenants abandonnèrent le ton consensuel tenu jusque-là par les dirigeants de la Chambre. J. Chessborough Dyer parla même de « l'aristocratie foncière comme des vampires qui vivaient du sang de la nation et étaient intéressés simplement par le monopole qu'ils souhaitaient conserver ». Le 20 décembre les opposants préparèrent une nouvelle pétition demandant l'abrogation, et la motion fut adoptée, suivie de l'élection d'un nouveau président en la personne de J. B. Smith. En 1845 la Chambre de Commerce se divisa entre les abolitionnistes et les conservateurs qui fondèrent la *Manchester Commercial Association*.

Parallèlement, entre 1820 et 1840, ces lois furent régulièrement dénoncées au parlement, mais les radicaux étaient loin de disposer d'une majorité. En 1836, les philosophes radicaux

²⁶ Le groupe était en grande partie composé de marchands unitariens, pour la plupart, parmi lesquels il y avait aussi : Richard et Thomas Potter, J. E. Taylor, John Shuttleworth, F. R. Atkinson, Edward Baxter, cf. Michael J. Turner (1994). Ils participèrent aussi à d'autres combats (abolition de l'esclavage et de la peine de mort, réforme des prisons, réforme des actes de navigation, réforme du parlement, libéralisation du commerce colonial...). J. Wilson fut l'un des membres les plus influents. Il commença à écrire dans le *Morning Chronicle*, et dans *The Examiner*, puis fonda un hebdomadaire *The Economist* en 1843.

formèrent l'association *anti-corn law* de Londres. En 1838, cette association servit de modèle à celle qui fut constituée à Manchester. Début 1839, fut fondée par Cobden et Bright la *National anti-corn law league* (sous forme de fédérations d'associations locales), dans laquelle la ligue de Manchester exerça une influence considérable. À compter de cette période le mouvement en faveur de l'abrogation prit une toute autre tournure. Une véritable campagne nationale se mit en mouvement, plus d'ailleurs dans l'opinion qu'au parlement où les partisans étaient naturellement minoritaires²⁷. En 1840, à titre d'exemple, la ligue organisa 800 conférences et distribua un million de brochures. Le succès de ces campagnes tenait à l'extrême popularité des thèses défendues où chacun y trouvait son compte. Même si la classe moyenne joua un rôle clef dans cette affaire, les dirigeants de la ligue n'hésitèrent pas à se tourner vers le mouvement ouvrier, en laissant entendre que la question des salaires était au centre de leur campagne. La ligue tenta d'enrôler les ouvriers en particulier sous l'influence de Bright. On adressa deux types d'arguments aux travailleurs. Le premier était politique : la taxe sur les blés était injuste parce qu'elle frappait fortement les pauvres et parce que les riches ne la subissaient pas. Le deuxième argument était économique : l'abrogation augmenterait à la fois les salaires réels et monétaires. Les salaires monétaires augmenteraient en raison d'une hausse de la demande de travail de la part des manufactures. Les salaires réels s'élèveraient à cause de la baisse du coût de l'alimentation. Mais le discours de la ligue passa mieux auprès des fermiers et des salariés agricoles car les lois ne leur avaient pas permis d'améliorer leur situation.

Le succès de la ligue tenait au fait qu'elle laissait entendre que les consommateurs, les manufacturiers, les exportateurs et les salariés seraient gagnants, et même la plupart des travailleurs ruraux. Tous les mécontentements se confondaient dans un intérêt national, contre un ordre privilégié établi rendu responsable de tous les maux. De fait, cette campagne était non seulement celle du libre-échange, mais aussi celle du changement politique auquel aspirait en particulier la classe moyenne. Il ne manquait plus que l'intelligence politique et l'ouverture des principaux dirigeants du parti Tory, et particulièrement de Robert Peel, pour abroger ces lois. Le génie de Peel fut aussi d'avoir compris qu'il ne devait pas y avoir opposition mais compatibilité entre le monde des villes et le monde rural. En faisant voter en 1846 le *Public money drainage act* qui accordait des prêts en vue du drainage des terres (Moore, 1965, p. 560). Peel mit l'accent sur la nécessité de privilégier la solution du progrès technique comme moyen permettant de défendre l'agriculture anglaise, et de rendre cette dernière compétitive et compatible avec l'abrogation des lois, même si l'effort financier fut très modeste. Les défenseurs des intérêts industriels, aidés par la récolte désastreuse de 1845 et la maladie de la pomme de terre, permirent enfin de l'emporter. Après deux nuits de débats à la Chambre, les résolutions de la ligue furent adoptées avec une majorité de 97 voix et à la fin juin, la Haute Assemblée adopta la loi. Dans son discours de 1846 Peel proclama : « Je crois que c'est l'intérêt de l'agriculteur que la prospérité industrielle soit établie sur des fondations permanentes. Je crois que les intérêts directs et indirects des classes industrielles et agricoles sont les mêmes » (cité par F. Caron *in*, P. Léon, éd., 1978 p. 424). La ligue ne survécut pas à l'abrogation puisqu'elle fut dissoute le 4 juillet 1846. Son existence fut confondue avec le combat mené par les partisans de l'abrogation. Le succès des abolitionnistes permit-il pour autant d'enregistrer les effets spectaculaires annoncés ?

4. 3 La contre attaque protectionniste

²⁷ En 1840 la Chambre des communes désigna un comité spécial, le *Select Committee in Import Duties*, qui fut chargé d'examiner les analyses des libre-échangistes et les retombées potentielles d'une telle politique.

L'importance prise par le courant libéral ne doit pas faire oublier l'existence tout au long de cette période et bien au-delà d'un courant protectionniste assez fort, incarné en particulier dans les années 1840 par Lord George Bentinck qui défendit l'idée qu'une protection était une solution cohérente et favorable, aussi bien aux consommateurs qu'aux producteurs (Macintyre, 1989, p. 154). Ce dernier fut jusqu'à sa mort en 1848 le leader incontesté de l'*Anti league*. Ce politicien mais aussi W. Aytoun et Ch. Neaves, Hommes de loi, le journaliste J. B. Johnson de Liverpool diffusèrent également ces mêmes idées dans les journaux de l'époque : le *Black-wood's Edinburgh magazine* et la *Quarterly Review*. J. Byles publia ses *Sophisms of free trade and popular political economy examined* en 1849, œuvre qui connut 8 rééditions successives. Tous ces protectionnistes continuaient à penser que les *corn laws* n'étaient qu'une prime (de faible valeur) payée par les consommateurs, dans l'intérêt de toutes les classes, pour maintenir une sécurité et une assurance contre la dépendance de la production étrangère. Leur discours, à proprement parler, n'était pas dirigé contre le marché mais plutôt contre les conséquences politiques et sociales du libéralisme (Macintyre, 1989, p. 158). Tous insistaient à l'instar de Stanley sur le rôle essentiel, et social en particulier, des propriétaires fonciers. Ce courant protectionniste offrait en quelque sorte un programme économique nationaliste teinté de social, sous la conduite d'une aristocratie foncière défendant les valeurs traditionnelles, sans pour autant exiger le développement d'un Etat protecteur. Sur une base très agrarienne, ces politiques protectionnistes convenaient parfaitement à la mission que voulait s'octroyer l'aristocratie. Le maintien partiel des *poor laws*, après leur abrogation en 1834, pouvait relever également de cette même démarche. Avec la victoire des partisans du libre-échange, le mouvement protectionniste continua son action bien au-delà du XIX^e siècle, mais le combat retomba progressivement, en raison des divisions observées entre les différents acteurs du monde rural, en raison de la perte de foi progressive dans le rétablissement peu probable des *corn laws*, et enfin en raison de l'absence de relais politique suffisamment fort pour amorcer un tel changement (Collins in Thirsk, 2000, vol. 7, p. 54-71).

5. Evaluation et conséquences des effets de l'abrogation

Le combat mené par les opposants à l'ordre ancien dirigé contre les propriétaires fonciers, et contre l'ordre politique traditionnel qu'ils incarnaient, fut-il réellement populaire ? Certes en 1815 le peuple s'opposa aux lois sur les blés, puisque lors du vote, les Chambres du Parlement durent être défendues par la troupe²⁸. Pourtant le mouvement chartiste finit par adopter une position hostile à l'abrogation²⁹. Au-delà de ce grand mouvement en faveur de l'abrogation où chacun sembla trouver son intérêt, se profilait pourtant un projet économique et social beaucoup moins populaire, dans lequel le marché constituerait la matrice première. L'abrogation de 1846 fit partie d'un train de mesures plus larges de libéralisation de l'économie (suppression des actes de navigation en 1849, abrogation de nombreuses taxes douanières entre 1846 et 1852,) et devait être surtout rapprochée, comme le suggère Karl Polanyi (1944 [1983]), de l'abrogation de *Speenhamland* en 1834. Cette dernière mesure qui obligea les travailleurs à accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix, et la première qui contribua à réduire le coût d'entretien de la main d'œuvre, participait à la constitution d'un véritable marché concurrentiel du travail, utile à la conquête des nouveaux marchés extérieurs, mais désastreux sur le plan social.

²⁸ Voir sur ce point, E. Thompson (1988, p. 287).

²⁹ En effet, c'est le machinisme, et non le protectionnisme agricole, qui selon ses militants appauvriait les ouvriers. Le libre-échange aboutirait selon eux à plus de chômage rural, donc à plus de chômage urbain, et finalement à une baisse des salaires, Voir W. D. Grampp (1960 [1993], p. 74).

5. 1. Les effets de l'abrogation sur les prix, sur la consommation et sur les niveaux de vie des classes populaires

Les effets de l'abrogation sur le prix du pain ne furent pas immédiats et, sur le long terme, les prix ne diminuèrent pas au point que tout le monde pût « manger à sa faim » (Longmate, 1984). Les prix du blé fluctuèrent en effet fortement entre 46 et 70 shillings par quarter sur la période 1850-1878 (Afton and Turner *in* Thirsk, 2000, vol. 7, p. 2044), mais aucune baisse tendancielle et substantielle ne se dessina réellement. Le seul effet de l'abrogation fut peut-être de limiter une hausse possible (Fairlie, 1969, p. 107). Ainsi les céréaliers bénéficièrent d'une accalmie pendant encore près d'un quart de siècle. Les prix agricoles assurèrent de bons profits pour ceux qui exploitaient notamment de grandes fermes, et, pendant plus de 20 ans, les sombres prophéties (invasion des produits étrangers, effondrement des prix) ne se réalisèrent pas. On put parler ainsi de l'âge d'or³⁰ de l'agriculture britannique (Crouzet, 1978, p. 149-150). En fait, il n'existait pas de surplus mondial important de grains à bon marché, susceptible d'envahir le marché britannique et de concurrencer les producteurs britanniques. Aussi la production céréalière ne connut qu'un léger fléchissement. Les chiffres donnés par Fairlie (1969, p. 102-103) indiquent une production moyenne de blé (en milliers de quarters) pour la période 1837/46 de 15.6 ; pour 1847/56 : 13.4 ; pour 1857/64 : 13.3 ; pour 1867/76 : 10.8. Les changements attendus n'intervinrent que bien après 1870. Ce n'est qu'au-delà de cette période, que les prix diminuèrent réellement. Les indices calculés sur la période 1860-1900 donnèrent les résultats suivants pour les prix agricoles 118 en 1862, 120 pour 1870/1872, 110 en 1878, 107 pour 1880/1882, 90 pour 1890/1892, 86 pour 1900/1902 (Ó Gráda *in* Floud and McCloskey, 1981 [1994], p. 146). Le véritable décrochage de la production se fit à partir de 1879. Dès cette date, la production céréalière continua à fluctuer jusqu'en 1914 mais sans pour autant retrouver son niveau antérieur. En revanche la production animale s'orienta pour sa part à la hausse (Turner *in* Thirsk, 2000, vol. 7, p. 304)³¹. C'est seulement à partir de cette période que l'importation de produits alimentaires à bas prix se réalisa et menaça, de façon irrémédiable, l'agriculture céréalière britannique. En effet les importations en blé qui ne représentaient que 3% en 1811-1830, 13% sur la période 1831-1850 (Bairoch, 1984, p. 128)³² atteignirent la proportion de 75.2% de la consommation nationale en moyenne sur la période 1905-1909 (Collins *in* Thirsk, 2000, vol. 7, p. 41).

Cette évolution tardive est de nature à remettre en cause l'efficacité proclamée de l'abrogation des *corn laws* en matière d'approvisionnement alimentaire. Les changements dans l'évolution des prix furent difficilement imputables à la seule abrogation³³, même si on pouvait considérer que celle-ci avait réduit les tensions sur un marché, dynamisé par une forte croissance démographique. En fait, les importations apportèrent leur contribution à la baisse des prix, essentiellement grâce à la baisse dans le coût du transport international des céréales : 50% de la réduction du prix du blé américain était imputable à cette baisse (Ó Gráda, *in* Floud and McCloskey, 1994, p. 169 ; Harley, *in* Floud and McCloskey, 1994, p. 324-5), et en l'espace de quelques décennies, l'écart du prix du blé entre Liverpool et Chicago était pratiquement comblé (Harley *in* Broadberry and Crafts, 1992, p. 246-247).

³⁰ Il faut noter cependant que l'âge d'or de l'agriculture concerna surtout l'élevage auquel de plus en plus d'exploitations se consacrèrent.

³¹ En 1870, la production céréalière représentait 47.2% de la production agricole contre 52.8% pour la production animale. En 1910, la production céréalière ne représentait plus que 33.5% contre 66.5% pour la production animale (Turner *in* Thirsk, 2000, vol. 7, p. 299).

³² Le taux d'autosuffisance pour l'ensemble des céréales était de : 75% pour la période 1858/1862 ; 50% pour la période 1888/1892 ; 38% pour la période 1909/1913 (Bairoch, 1999, p. 14).

³³ En maintenant une taxe à l'importation, Ó Gráda a calculé pour la période 1888-1892 que le manque à gagner aurait été d'environ 1% du revenu national, soit 5% du revenu de l'ensemble des agriculteurs.

Un autre argument des abolitionnistes fut d'affirmer que cette baisse prédite devait profiter effectivement plus aux consommateurs qu'aux producteurs de céréales, mais indépendamment des causes qui la provoquèrent, cette baisse eut-elle réellement des répercussions favorables sur les budgets de consommation des classes populaires ? S'il est difficile de mesurer l'impact direct de cette baisse sur le niveau de vie des classes populaires on observe, encore dans les dernières décennies du XIX^e siècle, qu'une part importante du budget des salariés est consacrée aux dépenses alimentaires alors que, selon les prédictions des abolitionnistes, le peuple aurait dû consacrer une part plus importante de ses ressources aux objets manufacturés, contribuant implicitement au dynamisme du secteur industriel. Selon une enquête réalisée par le Dr E. Smith (citée par Drummont and Wilbraham, 1958, p. 328) les salariés consacraient en 1885 71% de leur budget aux dépenses alimentaires, et selon cette même étude, les salariés de l'agriculture et les ouvriers bénéficiaient d'une qualité alimentaire nettement insuffisante. Pour Burnett (1966 [1989], p. 111), le régime alimentaire de ces catégories sociales ne s'était même pas amélioré entre le début du XIX^e siècle et 1863, voire même au-delà³⁴. Ce constat infirme ainsi l'analyse de la *Manchester School* et implicitement la loi d'Engel qui révélaient qu'une amélioration du niveau de vie, était corrélative à une diminution de la part de leur budget consacré à l'alimentation. Cette loi ne fut pas systématiquement vérifiée pour toutes les périodes (Shammas, 1983, p. 96). En particulier, les nouvelles conditions de vie, à revenu égal (urbanisation, dégradation des conditions de logement et dépendance alimentaire accrue vis-à-vis du marché) augmentèrent le coût de l'approvisionnement alimentaire des familles les plus modestes. Les conditions différentes de préparation de la nourriture, les coûts supplémentaires dus à l'usage d'énergies nouvelles comme le gaz ou le fuel influant sur le type de préparation, la nécessité parfois de prendre des repas à l'extérieur (Burnett, 1989, p. 164-165) affectèrent sensiblement la part du budget des ménages consacré à l'alimentation.

En réalité la politique de pain à bon marché n'apparaît pas suffisante pour améliorer le niveau de vie des populations.³⁵ Ainsi ce n'est pas le prix en lui-même qui doit être en cause, et qui peut améliorer la situation des classes pauvres, mais c'est la capacité et la possibilité pour chacun de disposer d'un revenu suffisant pour améliorer sa propre condition. Or un argument essentiel de la *Manchester School* était d'affirmer que si les salaires devaient diminuer en valeur relative dans un premier temps, en raison d'une nourriture moins chère, ceux-ci devaient augmenter dans un deuxième temps, car compte tenu de coûts plus compétitifs,

³⁴ Le pain restait encore à la fin du siècle la nourriture principale des pauvres (Drummont and Wilbraham, 1958, p. 330-331). La consommation nationale moyenne en blé est passée de 6.2 livres en 1860 à 6.6 livres en 1880, à 6.4 livres en 1909-1913 (Supple in Floud and McCloskey, 1981, p. 132).

³⁵ De fait, au cours de cette même période, un auteur comme Dupuit en France qui s'intéressa aux situations les plus extrêmes, en particulier aux crises de subsistances, montra que ces dernières se caractérisaient par une asymétrie de leur impact : la crise frappait uniquement les classes pauvres dont les ressources étaient insuffisantes. Cette analyse de la crise et de ses effets s'intègre dans l'approche plus contemporaine de Sen. En effet Sen (1981) associe la famine à la perte de « droits aux subsistances » par les individus ou groupes qui en sont victimes. Il ne propose pas seulement une explication des causes des famines alternatives à la diminution des disponibilités alimentaires, mais un cadre d'analyse plus général dans lequel peut s'intégrer une éventuelle explication en terme de disponibilité globale de nourriture. Sen admet qu'une famine particulière puisse s'expliquer par une baisse de la disponibilité globale de nourriture, mais une famine peut aussi et surtout se produire, sans baisse de la disponibilité globale de nourriture, parce qu'un groupe ne peut plus se procurer assez de nourriture en raison de l'insuffisance de ses ressources ou de la perte de transferts sociaux. Le fait que les famines affectent certains groupes sociaux plutôt que d'autres peut être expliqué par une analyse en termes de droits aux subsistances. La famine est alors essentiellement « un phénomène social qu'on ne peut comprendre qu'en se concentrant sur les institutions et les arrangements qui déterminent l'accès à la nourriture des différents classes et groupes d'une société » (Ghose, 1987, cité par Simonin, 2000).

l'industrie britannique vendrait plus et produirait plus. L'emploi et donc les salaires seraient orientés à la hausse. Qu'en fut-il exactement ?

Une amélioration des salaires concomitante à l'abrogation des *corn laws* fut effectivement constatée. Pourtant, indépendamment du fait que l'on puisse lier (ou pas) une quelconque amélioration des salaires au moins partiellement à l'abrogation, et malgré une amélioration effective et globale des revenus dans la deuxième moitié du siècle (en moyenne les salaires réels moyens augmentèrent de 84% entre 1850 et 1900, et selon les estimations de Feinstein [cité par McKinnon in Floud and McCloskey, 1994, p. 270] le salaire réel moyen aurait augmenté de 1.58% par an entre 1882 et 1899). Une importante minorité (40% selon les enquêtes de Booth et de Rowntree) des classes populaires (ouvriers agricoles, ouvriers non qualifiés, ouvriers à domicile) percevait encore à la fin du siècle des salaires qui ne leur permettaient pas de répondre décemment à leurs besoins les plus élémentaires (Hobsbawm, 1977). La base du seuil de pauvreté (estimée à 21 shillings par semaine pour un homme, sa femme et ses trois enfants) n'était pas atteinte par environ 30% de la population (Burnett in Carré et Révauger, 1995), et selon Hobsbawm (1975 [1997]), les pauvres qui comprenaient près de 40% de la population laborieuse de Londres ne disposaient pas à la fin des années 1880 « d'un minimum décent ».

Il semble donc que se confirme, malgré l'abrogation, non seulement une absence de réduction des inégalités de revenus (Supple in Floud and McCloskey, 1981, p. 128), mais également une aggravation de ces mêmes inégalités : ainsi les 5% de la population qui disposaient de 30% du revenu au début du siècle, élevaient leur part à 45% en 1867 (Verley, 1997). Dans les années 1870, le nombre de pauvres secourus dans les *workhouses* augmenta substantiellement, ce qui témoigne là-aussi d'une importante dégradation des conditions de vie pour une part des classes populaires. Au cours de cette période, selon les estimations de Lees (1998, p. 180), ce fut respectivement 10.8% de la population britannique et du Pays de Galles qui en 1855 reçut des secours sous des formes diverses (à l'intérieur comme à l'extérieur des *workhouses*), 9.6% en 1860, 10.2% en 1865, 10.4% en 1870 et 7.1% en 1880. L'amélioration des salaires n'est donc que partielle et, dans tous les cas, ne concerne pas une frange importante de la population ouvrière. Un tel constat donne raison *a priori* au peuple (quant aux effets seulement, mais non aux causes) qui avait manifesté scepticisme et résistances à l'abrogation. Les effets attendus de l'abrogation des *corn laws* sur le niveau de vie du peuple ne semblent pas vérifiés, même s'il est difficile d'isoler en ce domaine, une cause particulière.

5. 2. Les effets de l'abrogation sur les marchés extérieurs

Si l'abrogation n'eut pas les effets annoncés en matière d'augmentation de salaires et de baisse du coût de l'alimentation pour les classes populaires, la baisse des taxes sur les blés profita, semble-t-il, à l'industrie britannique qui conquiert au cours de cette période un marché mondial en pleine expansion (Verley, 1997). L'absence ou la faiblesse d'une demande nationale populaire solvable est une preuve irréfutable du faible impact de l'abrogation sur le pouvoir d'achat des populations et sur la constitution d'un marché intérieur. L'abrogation permit en revanche de s'adresser à un marché extérieur en expansion. L'adoption du libre-échange par la Grande-Bretagne, à partir de l'abrogation des *corn laws*, fut un excellent moyen de propagande en faveur de l'ouverture des frontières des pays européens. C'est ainsi d'ailleurs que les grands Etats européens consentirent des allègements tarifaires. En réalité le Royaume-Uni prenait conscience de son avance dans le domaine industriel et en tirait des conclusions en adoptant le libre-échange. Les partisans du libre-échange mettaient en avant l'idée qu'en réduisant les importations alimentaires, en provenance des pays fortement agricoles, on réduirait d'autant les chances d'exporter les produits industriels britanniques (Bairoch, 1994). Les résultats sont assez impressionnants puisque les exportations ont été

multipliées par dix entre 1820 et 1880 (Verley, 1997). Le dynamisme relève donc plus d'une extension à la plupart des pays développés de la politique commerciale britannique libérale, qu'à une meilleure compétitivité, dont la nourriture à bon marché aurait été le facteur majeur. Par ailleurs la supériorité de l'économie anglaise ne tenait pas aux salaires qui pour la plupart étaient plus élevés que sur le continent, mais à une meilleure productivité du travail, et à l'importance de réseaux commerciaux et financiers britanniques à l'exportation (Verley, 1997).

Pourtant, le rôle important joué par l'abrogation des *corn laws* dans la mise en place d'une politique de libre-échange doit être, dans ce registre également sensiblement réévalué, même s'il n'est pas question de remettre en cause sa véritable influence sur les esprits de l'époque. Il semble en effet exister un profond décalage entre les mesures annoncées et les pratiques enregistrées. Si nous prenons comme base de référence les recettes totales tirées des droits de douane en pourcentage de la valeur des importations, il apparaît que les tarifs douaniers moyens ont été sensiblement plus élevés en Grande-Bretagne qu'en France, et particulièrement entre 1840 et 1860 (Nye, 1992, p. 614) c'est-à-dire au moment même où l'Angleterre abrogeait les *corn laws*. Comme le note Nye³⁶, les Français ont beaucoup contribué à l'avènement du traité de 1860, alors que les Anglais firent grand bruit autour de leurs réformes. Ainsi, l'abrogation des *corn laws* peut difficilement apparaître comme la figure emblématique et avant-gardiste de la politique libre-échangiste de la Grande-Bretagne de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Conclusion

Pour conclure, nous ferons trois types de remarques :

- Tout d'abord, le débat qui a eu lieu au cours de la première moitié du XIX^e siècle en Grande-Bretagne illustre une première forme d'opposition systématique et organisée du monde industriel au monde rural, du monde des villes au monde des campagnes, des agrariens aux industrialistes, et plus particulièrement des grands propriétaires fonciers représentants d'un ordre ancien auquel sont attachés des privilèges perçus comme tels à la classe montante des industriels, porteuse d'un nouveau projet économique et social. Même si ce mouvement n'a pas réussi à convertir totalement le mouvement ouvrier, très sceptique quant aux vertus du libre-échange, la victoire qu'il remporta va s'inscrire pour longtemps dans les choix économiques et politiques de la Grande-Bretagne alors que partout en Europe, le soutien au monde rural et la défense des agrariens prendront la forme durable du protectionnisme agricole.
- Ce débat a permis également de penser le marché dans sa dimension spatiale, et notamment, dans sa dimension internationale. À la question vitale : Peut-on confier au marché le soin d'approvisionner la population en biens de subsistances, la réponse s'est construite autour d'un débat contradictoire entre deux traditions. La première que l'on doit aux ricardiens, mais qui remonte à Petty, inscrit le marché dans un cadre mondial où les interconnexions entre marchés nationaux produisent plus d'équilibre, d'équité et de sécurité. Le modèle réducteur de cette représentation est celle d'un équilibre newtonien parfait entre les forces du marché. La deuxième que l'on doit à

³⁶ Cf. sur ce point, le commentaire de D. Irwin, « Free trade and protection in XIXth century Britain and France revisited : a comment on Nye », *The journal of economic history*, vol. 53, n°1, mars 1993, p. 146-152. et la réponse de J. V. Nye, « Reply to Irwin on free trade », *The journal of economic history*, vol. 53, n°1, mars 1993, p. 153-158.

Malthus, et qui remonte à Cantillon et aux mercantilistes, fait du marché national le cadre optimal au sein duquel la sécurité, l'approvisionnement régulier peuvent être parfaitement assurés alors que toute ouverture du marché engendre déséquilibre économique et social ou amplification de ces mêmes déséquilibres, et, à terme, une incapacité à nourrir une population sans cesse croissante

- Enfin, et cela constitue une limite sérieuse à la thèse des abolitionnistes, l'approvisionnement alimentaire par le marché mondial (même si celui-ci se fait à bas prix) ne peut apparaître comme une solution unique et efficace pour éradiquer la pauvreté. La poursuite de l'ouverture de l'économie britannique en direction du marché mondial a dû finalement s'accompagner, dès la fin du XIX^e siècle, d'une renaissance de l'Etat providence et de la reconnaissance des défaillances du marché en matière d'éradication de la misère. L'Etat fut ainsi réhabilité en tant qu'institution réductrice d'incertitude, productrice de justice sociale et de solidarité

Références bibliographiques

- Ashton T. S. (1930), « The origin of the Manchester School », *The Manchester School of Economic & Social Studies*, vol. 1, 1930, p. 22-27.
- Bairoch P. (1984), *Révolution industrielle et sous-développement*, Paris, éditions de l'EHESS, 1^e éd. 1963.
- Bairoch P. (1994), *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris, La Découverte.
- Bairoch P. (1997), *Victoires et déboires, Histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, 3 vol.
- Bairoch P. (1999), *L'agriculture des pays développés – 1800 à nos jours*, Paris, Economica.
- Broadberry S. and Crafts N. (1992), *Britain in the international economy*, Cambridge, At University Press.
- Burnett J. (1985), *Plenty and Want, A social history of food in England from 1815 to the present day*, London, Routledge, 1st edition, 1966
- Carré J. et Révauger J. -P., éd. (1995), *Écrire la pauvreté, Les enquêtes sociales britanniques aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, L'harmattan.
- Coats A. W. (ed.) (1971), *The Classical Economists and Economic Policy. Debates in Economic History*, London, Methuen & Co.
- Childers J. W. (1839), *Remarks on the corn laws*, London, J. Ridgway, in A. Kadish [1996], 6 volumes, vol. 1, p. 277-290.
- Clément A. (1999), *Nourrir le peuple : entre Etat et marché (XVI^e - XIX^e siècles)*, Paris, L'Harmattan.
- Clément A. (2002), « Les références animales dans la constitution du savoir économique (XVII^e- XIX^e siècles) » *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 7, p. 69-96.
- Crouzet F. (1978), *L'économie de la Grande-Bretagne victorienne*, Paris, S. E. D. E. S.
- Crouzet F. (1985), *De la supériorité de l'Angleterre sur la France, L'Economie et l'Imaginaire XVII^e-XX^e siècles*, Paris, Librairie Académique Perrin.
- Crouzet F. (1996), *Britain, France and international commerce, from Louis XIV to Victoria*, Variorum.
- Drummond J. C. and Wilbraham A. (1958), *The Englishman's Food, A history of five centuries of english diet*, London, Jonathan Cape, 1st edition, 1939.
- Dyer J. C. (1839), *Report in the Manchester Chamber of Commerce on the Destructive Effects of the Corn laws*, London, Ridgways, 1839, in A. Kadish [1996], vol. V, p. 158-272.

- Fairlie S. (1965), "The nineteenth-century corn law reconsidered", *Economic History Review*, vol. XVIII, n°3, décembre, p. 562-573.
- Fairlie S. (1969), "The corn laws and British wheat production, 1829-1876", *Economic History Review*, vol. XXII, n°1, avril, p. 88-109.
- Fauve-Chamoux A., (éd.) (1984), *Malthus, hier et aujourd'hui*, Paris, Éditions du CNRS.
- Fitzwilliam Ch. (1839), *Addresses to the landowners of England on the corn laws*, London, J. Ridgway, Reprint in A. Kadish, op. cit., vol. 1, p. 204-262.
- Floud R. and McCloskey D. (1994), *The economic history of Britain since 1700*, Cambridge, At University Press, 1st edition 1981.
- Gilbert G. (1980) "Economic growth and the poor in Malthus' Essay on Population", *History of Political Economy*, 12 (1), p. 83-96.
- Graham J. (1826), *Corn and currency in an address to the land owners*, London, J. Ridgway, Reprint in Alon Kadish, op. cit., vol. 1, p. 1-116.
- Grampp W. D. (1960), *The Manchester School of economics*, Reprint, Routledge/Thoemmes Press, 1993.
- Greg R. H. (1840), *Speech on the corn laws*, London, J. Ridgway, in A. Kadish [1996], vol. V, p. 311-328.
- Greg W. (1842), *In Not over-production but deficient consumption, the source of our sufferings*, London, H. Hooper, in A. Kadish [1996], vol. V, p. 329-358.
- Hobsbawm E. (1975), *L'ère du capital*, trad. fr., Paris, Fayard, 2^e édition, 1997.
- Hobsbawm E. (1977), *Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne, De la révolution industrielle à nos jours*, trad. fr., Paris, Le Seuil.
- Hodgson G. (1993), *Economics and Evolution : Bringing Life Back into Economics*, Cambridge, Polity Press.
- Hollander S. (1977), "Ricardo and the corn laws : a revision", *History of Political Economy*, 9 (1), p. 1-47.
- Hollander S. (1992-a), "On Malthus's Physiocratic references", *History of Political Economy*, 24 (2), p. 369-380.
- Hollander S. (1992-b), "Malthus's Abandonment of agricultural protectionism : A discorder in the history of economic thought", *American Economic Review*, 1992, 82 (3), p. 650-659.
- Hollander S. (1995), "Malthus as a physiocrat : surplus versus scarcity", in B. Delmas, Th. Demals et Ph. Steiner (Sous la direction de), *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIII^e- XIX^e)*, Grenoble, P. U. G., p. 79-116.
- Hirst F. (1903), (ed.) *Free trade and other fundamental doctrines of the Manchester School*, Harper & Brothers, Reprint, Routledge/Thoemmes Press, 1993.
- Irwin D. A. (1998), *Against the tide, an intellectual history of free trade*, Princeton, University Press.
- Jacob W. (1814), *Considerations on the protection required by British Agriculture and on the influence of the price of corn on Exportable Productions*, London, J. Johnson.
- Jevons Th. (1840), *Prosperity of the landholders not dependant on the corn laws*, London, Longmans & C°, 1840, in A. Kadish [1996], vol. 2, p. 81-148.
- Jordan H. D. (1927), "The political methods of the anti-corn laws league", *Political science quarterly*, vol. XLII, p. 58-76.
- Kadish A. (1996), [ed.], *The corn laws, the formation of popular economics in Britain*, London, William Pickering, 6 volumes.
- Kaplan S. L. (1986), *Le pain, le peuple et le Roi*, trad. fr., Paris, Librairie Académique Perrin.
- Kaplan, S. (1984), *Les ventres de Paris - Pouvoir et approvisionnement dans la France de l'Ancien Régime*, trad. fr., Paris, Fayard, 1988.

- Kemp B. (1962), "Reflections on the repeal of the corn laws", *Victorian Studies*, vol. V, mars, p. 189-204.
- Lauderdale J. (1814), *A letter on the Corn laws*, London & Edinburgh, Constable & Longman, Reprint, London, Thoemmes & Routledge, 1993.
- Lees L. H. (1998), *The Solidarities of Strangers: The English Poor Laws and the People, 1700-1948*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Léon P. [directeur] (1978), *Histoire économique et sociale du monde*, tome 3, Paris, A. Colin.
- Longmate N. (1984), *The bread stealers, the fight against the corn laws, 1838-1846*, New-York, St Martins Press.
- Macintyre A. (1989), "Lord George Bentinck and the protectionists : a lost cause ?", *Transactions of the royal historical society*, 5e série, vol. 39, p. 141-165.
- Malthus T. R. (1814), *Observations on the effects of the Corn laws, and of a rise or fall in the price of corn on the agriculture and general wealth of the country*, London, J. Johnson, Reprint, Augustus Mc Kelley, (ed.) T. R. Malthus, *The Pamphlets*, New York, 1970, p. 95-131.
- Malthus T. R. (1815-a), *An inquiry into the nature and progress of rent*, London, J. Murray, Reprint, Augustus Mc Kelley, 1970, p. 95-131.
- Malthus T. R. (1815-b), *The Grounds of An Opinion On the Policy of Restricting The importation of Foreign Corn*, London, J. Murray & Co, Reprint, Augustus Mc Kelley, (ed.) T. R. Malthus, *The Pamphlets*, New York, 1970, p. 137-173.
- Malthus T. R. (1820), *Principles of Political Economy considered with a View of their practical Application*, London, J. Murray, 2nd ed. 1836, Reprint, in Wrigley Edward Anthony & William Pickering, (ed.) *The Works of Thomas Robert Malthus*, Londres, 1986, tomes 5 & 6, *Trad. fr.*, 1820, Constancio, Réed Calmann-Levy, Paris, 1969.
- Mazoyer M. – Roudart L. (1997), *Histoire des agricultures du monde*, Paris, Le Seuil.
- McCulloch J. R. (1822), "Agricultural Distress, causes, remedies, *The Edinburgh Review*, vol. XXXVI, February, p. 452-482.
- Ménard C. (1983), « Régulation et direction, le projet économique de Malthus », *Revue d'Économie Politique*, 2, 233-247.
- Mill J. (1804), *An essay on the impolicy of a bounty on the exportation of grain*, London, C & R Baldwin, Reprint London, Routledge/Thoemmes Press, 1993.
- Mill J. -S. (1825), "The Corn laws", *Westminster Review*, III, April, p. 394-420.
- Mill J. -S. (1827), "The New Corn laws", *Westminster Review*, VII, January, p. 169-186.
- Moore D. C. (1965), "The corn laws and high farming", *Economic History Review*, vol. XVIII, n° 3, p. 544-561.
- Nye J. -V. (1992), «Guerre, commerce, guerre commerciale : l'économie politique des échanges franco-anglais réexaminée», *Annales ESC*, mai-juin, n°3, p. 613-631.
- Polanyi K. (1944), *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, trad. fr., Paris, Gallimard, 1983.
- Polkinghorn B. (1986) "An unpublished letter from Malthus to Jane Marcet, January 22, 1833", *American Economic Review*, 76 (4), p. 845-847.
- Quesnay F. (1757), « Hommes », *Manuscrits*, Réed Ined, II, Paris, 1958, p. 511-577.
- Quinault R. – Stevenson J., eds. (1974), *Popular protest and public order, Six studies in British History 1790-1920*, London, George Allen & Unwin.
- Ricardo D. (1815), *An Essay on the Influence of a low Price of Corn on the Profits*, London, J. Murray, Reprint, Sraffa [1951-1955, IV, p. 1-41], Cambridge, C. U. P, p. 539-570, trad. fr. F. R. Mahieu & M. F. Jarret, Paris, Economica, 1988.
- Ricardo D. (1817), *On the Principles of Political Economy, and Taxation*, London, J. Murray, 2nd ed., 1819, 3rd ed., 1821, Reprint, Sraffa [1951-1955, I], Cambridge, C. U.

- P, trad. fr., F. R. Mahieu, Paris, Garnier-Flammarion, 1992.
- Ricardo D. (1822), *On protection to agriculture*, London, John Murray, Reprint, Sraffa, [1951/1955], IV, p. 201-270.
- Rooke J. (1828), *Free trade in corn*, London, J. Ridgway, Reprint in A. Kadish [1996], vol. 1, p. 115-202.
- Salomons D. (1839), *Reflections on the operation of the present scale of duty for regulating the importation of foreign corn*, London, Richardson, in A. Kadish [1996], vol. 2, p. 1-81.
- Sen A. (2000), *Un nouveau modèle économique*, trad. fr., Paris, Odile Jacob, éd. anglaise, 1999.
- Sen A. (1981), *Poverty and famines, An essay on entitlement and deprivation*, Oxford, Clarendon Press.
- Simonin J.-P. (2000), *Préférences asymétriques et pertes de droits aux subsistances*, Séminaire de développement économique et social, Université de St Quentin en Yvelines.
- Spence William (1815), *Tracts on political economy, 3- the objections against the corn bill refuted*, London, Longman, Hurst, Rees, Orme and Brown, Reprint Thoemmes Press, Bristol, 1991.
- Thirsk J. (ed) (1985 et 2000), *The agrarian history of England and Wales*, Cambridge, At University Press, vol. 6 et vol. 7.
- Thompson, E. P. (1988), *La formation de la classe ouvrière anglaise*, trad. fr., Paris, Gallimard/Le Seuil, (1^e éd anglaise 1963, 3^e éd 1980).
- Thompson E. P. (1989), "L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle", traduit et reproduit dans Gauthier, F. et Ikni, R. *La guerre du blé au XVIII^e siècle*, Paris, Les éditions de la Passion.
- Torrens R. (1815), *An essay on the external corn trade with an appendix on the means of improving the condition of the labouring classes*, 2nd ed. 1829, reprint, New-York, A Mc Kelley, 1972.
- Trevelyan G. M. (1913), *The life of John Bright*, Reprint Routledge/Thoemmes Press, 1993
- Turner M. J. (1994), "Before the *Manchester School* : economic theory in early nineteenth-century Manchester", *History*, vol. 79, n° 256, June, p. 216-241.
- Verley P. (1997), *L'échelle du monde, Essai sur l'industrialisation de l'Occident*, Paris, Gallimard.
- Ward J. T. (1966), "West Riding landowners and the corn laws", *The English Historical Review*, vol. LXXXI, n° 319, April, p. 256-272.
- West Sir E. (1815), *Essay on the Application of Capital to Land*, London, T. Underwood, Reprint J. H. Hollander, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1903.
- Williamson J. (1990), "The impact of the corn laws just prior to repeal", *Explorations in economic history*, n° 27, p. 123-156.
- Zouboulakis M. (1993), *La science économique à la recherche de ses fondements*, Paris, P.U.F.